

IRAN

Une destitution qui fait l'affaire des superpuissances



Page 15

Après la montée social-démocrate

# UNE INDISPENSABLE DISCUSSION ENTRE TOUS LES COMMUNISTES

Pages 4, 5 et 6

M 1659 - 1256 - 5,00F

du 9 juillet au 22 juillet 1981

# l'humanité rouge

organe central du **PCML**

COPERNIC

A  
QUAND  
LA VERITE ?

Page 3

# Willot : Exproprier les expropriateurs

Pages 8 et 9



# MESURES GOUVERNEMENTALES

## DONNER D'UNE MAIN ... REPRENDRE DE L'AUTRE?

Nous sommes en droit de nous interroger sur les dernières mesures prises par le gouvernement. Certaines, à caractère social, comme le relèvement du minimum vieillesse et de l'allocation pour adulte handicapé, à 1 700,00 francs, tout comme celui du SMIC intervenu le 1<sup>er</sup> juin, risquent d'être vite dévorés par les autres, à caractère économique. En fait, ces mesures sont des aspects différents d'une même politique. Au nom de la relance économique du pays, les patrons vont encore bénéficier de crédits, d'aides et d'avantages très importants, et ce sera encore les mêmes qui paieront la note.

Les loyers ne sont pas bloqués, les tarifs des médecins augmentent. Au nom d'un prétendu déficit EDF-GDF, leurs services augmentent de 15 à 20%. Pour une aide supplémentaire aux entreprises de 900 millions, le prix des carburants accuse une hausse de 5 centimes, et tout à l'ave-

Nathalie VILLOTIERS

Lorsque le gouvernement avait décidé l'augmentation du SMIC de 10% au 1<sup>er</sup> juin, il avait annoncé également le relèvement de l'allocation d'adulte handicapé et du minimum vieillesse à 1 700Frs. C'est à présent chose faite. Ces mesures sont loin d'être négligeables, ainsi rien que l'augmentation du minimum vieillesse touche 1 800 000 personnes âgées. Cependant, ces mesures ne parviendront pas à contrebalancer les hausses intervenues depuis le 1<sup>er</sup> juillet.

Tout d'abord, les loyers soumis à une réglementation, comme ceux de la loi de 48, subiront une hausse de 10 à 13%, comme ceux des HLM qui pourront être majorés de 10% par semestre. A cet égard, le ministre du Logement, Quilliot, s'est contenté de recommandations : « (...) éviter si possible toute hausse lorsqu'ils ont déjà procédé à une augmentation de 10% en janvier... ». Donc, il est possible que certains offices HLM ne tiennent pas compte des recommandations ministérielles et opèrent une hausse de 10% en juillet, succédant à celle de 10% en janvier. De même, le ministre du Logement a recommandé une certaine sagesse aux propriétaires dans les réévaluations des loyers du secteur libre, à l'instar de Delors, « J'ai toujours été partisan de la libération des prix industriels » ; Quilliot n'est pas pour le blocage des loyers.

La négociation tripartite (syndicats de médecins reconnus par le pouvoir: CSMF, FMF, le gouvernement et les caisses de Sécurité sociale) a décidé d'une augmentation des honoraires des médecins; à partir du 7 juillet les consultations des généralistes passeront de 50 à 55 francs, des spécialistes de 70 à 75 francs.

Au 15 octobre, les visites des généralistes passeront de 66 à 68 francs, des spécialistes de 81 à 86 francs. Cette augmentation tarifaire s'est faite dans le cadre prévu de la révision de la convention médicale de 80, or ce qui intéresserait particulièrement les malades, mais aussi le corps médical, c'est la révision globale de cette convention, qui a institué une médecine à double secteur, une pour les riches et une pour les pauvres... ceci est reporté à l'automne.

L'électricité augmente de 15% et le gaz de 22%, ceci sous prétexte d'apurer partiellement les déficits d'EDF et de GDF.

Pour combler le déficit du budget, le gouvernement indique, entre autre, une augmentation de 5 centimes sur tous les produits pétroliers, sauf sur le fuel domestique, afin de rassembler 900 millions en aide aux entreprises. La pilule est dure à passer.

Ce sont les travailleurs qui doivent ainsi financer les aides accordées aux monopoles. Peu importe le prix que les travailleurs devront payer! Car c'est bien ainsi qu'il faut entendre le relèvement des prix pétroliers.

Ces 900 millions de francs pour les entreprises, et payés par le particulier, reflètent l'esprit dans lequel le réajustement de la loi de Finances s'est opéré; ainsi il prévoit de débloquer 2,6 milliards de francs pour compenser les charges sociales nouvelles des entreprises résultant de la hausse de 10% du SMIC. Non seulement l'augmentation du SMIC s'est limitée à 10%, non seulement elle n'a pas été répercutée sur les autres salaires, mais de plus le coût social qu'il entraîne est financé par le budget de



Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité et Jacques Delors, ministre de l'Economie... Celle qui donne et celui qui prend...

l'Etat, autrement dit par les travailleurs! Par ailleurs, il débloque 7,7 milliards pour la création d'emplois publics, pour la construction de logements sociaux, pour les mesures de solidarité nationale, mesures positives, mais qui financeront aussi les plans pour l'emploi des jeunes (ne changeant rien de fondamental à l'exploitation des jeunes, mais préservant les avantages patronaux - voir article page 7) et d'autres aides, encore aux entreprises.

L'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes ne sera mise sur pied que dans la loi de Finances de 82 et ne s'élèvera qu'à 0,5% de la fraction supérieure à 3 millions de francs et s'accompagnera vraisemblablement d'une sérieuse augmentation de l'impôt sur le revenu. Gilles Martinet, se-

crétaire national du PS, déclare à ce sujet : « Et s'il est juste de prévoir l'établissement d'un impôt sur les fortunes, il faut aussi admettre que l'impôt sur le revenu (qui atteint principalement les salariés) devra être sérieusement augmenté. Il représente actuellement en France, 13% des ressources fiscales ou para-fiscales, contre 30% en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. ». Enfin, les engagements pris par les socialistes sur un rééquilibrage de la TVA, impôt particulièrement injuste, ne se concrétisent pas pour le moment.

En effet, pour 1981, il est prévu : 135,2 milliards de francs sur l'impôt sur le revenu, 299 milliards sur la TVA, 64 660 millions de francs sur l'impôt sur les sociétés...

# SOUSCRIPTION

Vous trouverez ici la liste des souscriptions pour L'Humanité rouge, non publiées jusqu'à ce jour.

A la date du 30 juin 1981, le total des sommes recueillies s'élevait à : 95 333,00 francs.

L'Humanité rouge remercie tous ses lecteurs pour l'effort financier qu'ils ont consenti pour l'aider à vivre.

Suppt à réabt hebdo MD	Orléans	46
Suppt à réabt hebdo JC	Asnières	5
Suppt à réabt hebdo FBM	Reims	46
Suppt à réabt hebdo MCG	Metz	42
Suppt à réabt hebdo HP	Argenteuil	42
CP Eugène Varlin	Paris	415
Cellule Fleury du PCML	Orléans	550
Cellule du PCML	Montargis	200
Cellule du PCML	Bretagne	40
Suppt à réabt hebdo ID	Montpellier	42
Suppt à réabt hebdo SJC	Chartres	84
Suppt à réabt hebdo col. LS	Metz	126
Suppt à réabt hebdo C.G.	Orne	42
Souscription AF	Ferté/Ber..	50
Suppt à réabt hebdo GM	Issy/Meaux	46
2e session du CC (IVe Congrès)		3206
Souscription librairie	Paris	230
Suppt à brochures MR	Montfavet	29
Souscription	Paris	4
Contrib. à la souscript. M Ph	Grenoble	1000
Suppt à réabt hebdo DAJ	Puy-de-Dôme	42
Cellule du PCML	Tours	302
Cellule du PCML	Strasbourg	17
Suppt à réabt hebdo GP	Châtelleraut	42
Suppt à réabt hebdo MR	Châtelleraut	42
Souscrip soutien Cel du Parti	Nancy	500
Suppt à réabt hebdo GP	Munster	42
Suppt à réabt hebdo SL	Clichy	46
Suppt à réabt hebdo EG	B-du-Rhône	120
Souscription	Paris XVIIIe	7
Souscript vente de timbres	Paris	112
Cellule du PCML	Chartres	20
Suppt à réabt hebdo LM	Grenoble	42
Suppt à réabt hebdo SP	Marseille	2
Souscription CB	La Courneuve	46
Suppt à réabt hebdo RA	Noisy-le-Sec	2
Souscription HS	Paris	350
CP Eugène Varlin	Paris	115
Cellule Pierre Semard	Paris	240
Suppt à réabt hebdo MD	Guingamp	40
Souscription PM	Sevran	200
Suppt à réabt hebdo	Agen	42
Pierre	Paris	45
Un camarade	Brest	10
Suppt à réabt hebdo LM	Lille	46
Suppt à réabt hebdo RP	Clermont/F	12
Suppt à réabt hebdo DB	Epinay	42
Suppt à réabt hebdo DK	Paris	42
Cellule E. Varlin	rég/Paris	800
Cellule S Masson	rég/Paris	2150
Suppt à réabt hebdo BCh	Bordeaux	42
Cellule du PCML	Marseille/N	700
Cellule du PCML	Martigues	2000
Cellule du PCML	Angers	358
Souscript vente bijx fantaisie	Seine-St-D	55
Un camarade	Seine-St-D	45
Suppt à réabt hebdo CP	Bagneux	42
Suppt à réabt hebdo S	Antony	42
Suppt à réabt hebdo MR	Paris	42
Cellule Aurère du PCML	Massy	46
Cellule J. Labourbe	Brétigny	33
Cellule S Masson	Corbeil	28
Cellule F Yveton	Les Ulis	13
Souscription	St Avoird	60
Suppt à réabt hebdo DG	Marseille	192
Suppt à réabt hebdo FJL	Gardanne	42
Souscript CP	Montpellier	1150
Suppt à réabt FC	Montpellier	42
Suppt à réabt hebdo C	Paris	6
Suppt à réabt hebdo CA	Isère	46
Soutien à HR HG	Orne	1087
Suppt à réabt hebdo QD	Corse	142
Suppt à réabt hebdo PCh	Orsay	46
Suppt à réabt hebdo LM	Villejuif	42
Suppt à réabt hebdo GB	Floirac	42
Suppt à réabt hebdo LD	Morbihan	46
Suppt à réabt hebdo LC	Roscoff	42
Cellule du PCML	Tours	115
Cellule du PCML E Varlin	Paris	870
CDP A Marly	Paris	250
Cellule du PCML	Reims	175
Suppt à réabt BM	Vitry	12
Souscript juin Soutien HR	Nancy	500
Souscription CM	Rouen	4300
CP du PCML J. Labourbe	Nord	500
Souscription AS	Paris	600
Souscription à librairie AG	Brunoy	232
Suppt à réabt hebdo TS	Orléans	42
Souscription CB	Marseille	1000
Suppt à réabt hebdo DP	Aube	42
Souscript cellule du PCML	Rodez	300
Souscript cellule du PCML	Vitrolles	5000

## L'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.  
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand.  
Imprimé et édité par Presse d'Aujourd'hui - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.  
L'HUMANITÉ ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19

Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 2<sup>eme</sup> trimestre 1981.

### A NOS LECTEURS

La prochaine édition de L'Humanité rouge sera datée du 23 juillet. Après une interruption due à la période de congés, nous reprendrons notre parution hebdomadaire dès la deuxième quinzaine de septembre.

L'HUMANITÉ ROUGE

# COPERNIC : A quand la vérité ?

Incarcéral depuis le 29 janvier 1981, c'est seulement le 1<sup>er</sup> juillet que Santiago Sanchis Bernat vient d'être jugé par le tribunal correctionnel de Strasbourg. Ce n'est qu'à la suite de révélations faites notamment par le *Quotidien de Paris*, mais aussi par des membres de la FASPE (Fédération autonome des syndicats de Police) que Sanchis Bernat a été interrogé par la brigade criminelle au sujet de ses véritables activités, le terrorisme fasciste.

Selon des révélations convergentes, émanant notamment de la police espagnole, Sanchis Bernat serait l'organisateur de l'attentat de Copernic.

On ne peut qu'être surpris par les déclarations de la présidente Marie-Thérèse Alauzay : « Il ne sera nullement inquiété pour ses opinions politiques à l'occasion de l'instruction. » Arrêté le 22 janvier 1981, à 30 km de Strasbourg, avec dans son véhicule cinq cents carats d'émeraudes, mille quatre cents de rubis, deux mille de saphirs, de nombreuses pierres montées (bagues, broches) sans oublier deux pistolets de calibre 38, Sanchis Bernat n'a pas caché tout au long de l'instruction qu'il entendait troquer le produit des pierres précieuses contre des armes. Il n'a, par ailleurs, pas fait mystère de ses opinions fascistes, se présentant comme un militant d'extrême-droite.

## OU L'ON PARLE D'INTERNATIONALE FASCISTE

On est en droit, devant une telle affaire, de se poser plusieurs questions. Est-ce vraiment par hasard que les douaniers ont intercepté la voiture à bord de laquelle se trouvaient Carlos Darder Garcia et Santiago Sanchis Bernat ? Pour quelles raisons, la justice a-t-elle séparé le délit : recel, port d'armes, des mobiles avoués, les activités terroristes d'extrême-droite ? Y a-t-il des activités intouchables et protégées ? Il est surprenant que les policiers de la brigade criminelle aient mis cinq mois pour se décider à interroger le suspect numéro un de Copernic, ce le lendemain de sa condamnation pour recel de bijoux. Plus grave encore, il semble que la brigade criminelle soit descendue en catastrophe à Strasbourg, sous le coup de révélations du *Quotidien de Paris*...

Le 1<sup>er</sup> juillet, ce journal a rendu publique « une note d'information rédigée par les services de police espagnols et qui aurait dû normalement être remise à la police française. ». A cette note datée de Madrid le 2 avril 1981, étaient jointes deux photos anthropométriques de Sanchis Bernat et Tormo Ancosta. Il est question dans cette note des activités de l'Internationale fasciste et du groupe « *Tramas Negras* » (réseaux noirs). Selon la police espagnole, une partie de la liaison de l'Internationale fasciste entre l'Espagne et la France aurait été découverte. Ces activités se regroupent sous le sigle de l'IREP (Institut européen de recherches et d'études politiques et sociales). Une partie des membres de cet institut a, selon la police espagnole, participé à de nombreuses activités fascistes de type terroriste : hold-up en France, à Paris et à la Banque de Nice, attentat contre la synagogue de la rue Copernic.

Les informations se précisent : « Le responsable de l'attentat à l'explosif de la synagogue est

Il s'appelle Sanchis Bernat, condamné, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, à 30 mois de prison par le tribunal de Strasbourg pour recel de bijoux, ce militant fasciste espagnol est-il le responsable de l'attentat de Copernic ? Détient-il le secret du mystérieux homme à la moto repéré devant la synagogue ? Bizarrement, ce n'est que le lendemain de son procès, après sa condamnation, que la brigade criminelle s'est décidée à interroger un individu détenu depuis 5 mois dans les prisons françaises. Pourtant, dès novembre 80, des révélations faisaient état d'une piste espagnole. Une piste alors bien gênante pour la police de Bonnet, une piste qui mène jusqu'à l'Internationale terroriste, dont il faut dissimuler les relations étroites avec certains services secrets français dans des collaborations pour le moins douteuses. De Copernic à Goldman en passant par Curiel, des commandos antibasques espagnols opérant en France, des ex-membres de l'OAS en Espagne, à certains agents secrets français, les méandres d'une telle piste pourraient nous conduire au cœur de l'appareil policier et des services secrets français. La fameuse piste palestinienne était bien pratique pour occulter les liens entre les terroristes fascistes, le milieu et l'appareil d'Etat bourgeois. Bonnet tombé, il faudrait que la lumière soit faite sur toutes ces affaires, afin d'en établir les responsabilités et d'en tirer toutes les conséquences, notamment en ce qui concerne les hauts dirigeants de la police et du SDECE.

Léon CLADEL

Este Gerónimo SANCHIS BERNAT se encuentra en la actualidad recluso en la prisión de Estrasburgo (Francia), con ocasión de un atraco cometido en una joyería, y si bien él no participó directamente en la voladura de la Sinagoga de París, dirigió la operación que fue llevada a cabo por los españoles Ernesto MILA y Rafael TORMO ANCASTA, todos ellos vinculados a un alto responsable de Fuerza Nueva llamado José Luis PÉREZ RIOSCO.



Extrait de la note d'information rédigée par la police espagnole... Ernesto Mila et Santiago Sanchis Bernat.

l'Espagnol German Sanchis Bernat, lié à l'Espagnol Angel Ortuno (actuellement vice-président de Fuerza Nueva) qui lui a procuré un million de pesetas pour l'opération. »

Le document cite ensuite le nom des autres complices de Sanchis Bernat, Ernesto Mila et Rafael Tormo Ancosta. Complices et exécutants qui auraient agi sous les ordres d'un haut responsable de Fuerza Nueva : José Luis Pérez Riosco. Le document cite ensuite le lieu de réunion de l'Internationale fasciste : un restaurant de Paris appartenant à un fasciste italien lié à Salvatore Francia, journaliste de la revue *Confidencial*. La note d'information se termine ainsi : « Le responsable de l'Internationale fasciste à Madrid et, par conséquent, de toutes les personnes mentionnées est l'Espagnol Mariano Sanchez Corvisa. (...) Toutes ces personnes en liaison avec German Sanchis Bernat, ont assisté à la dernière réunion de l'Internationale fasciste qui s'est tenue aux Etats-Unis. »

On peut se demander pourquoi la police française n'a jamais envoyé un policier en Espagne pour enquêter. Ce d'autant plus que le jeudi 2 juillet, le secrétaire général

de la Fédération autonome des syndicats de Police a révélé que des collègues espagnols, lui avaient remis lors d'une rencontre syndicale, en novembre dernier, un document concernant Ernesto Mila. Dans ce document Ernesto Mila, un des complices de Sanchis Bernat, est présenté comme un « *activiste d'extrême-droite* » et qu'il aurait pu participer à l'attentat de la rue Copernic. Une fois rentré à Paris, le syndicaliste policier a informé Pierre Somveille, préfet de Paris, lequel a transmis cette information à Bonnet lui-même. Le document lui-même a été déposé à la brigade criminelle par le secrétaire général du FASPE.

Tormo Ancosta, cité dans le document de la police espagnole, aurait connu Mila, alors qu'ils travaillaient ensemble à la revue fasciste *Confidencial*.

Déjà *L'Humanité* du 11 novembre 1980, avait publié la photo de ce terroriste. Photo remise, par ailleurs, au préfet de police par le secrétaire général du FASPE toujours en novembre 80.

Pourquoi les Bonnet, les Suffert se sont-ils acharnés à accréditer l'hypothèse selon laquelle le fameux terroriste à la moto rouge serait un Palestinien ou un Arabe ?

Cet argument est bien pratique pour deux raisons, il va dans le sens de l'intoxication raciste, selon laquelle : Arabe égal terroriste. Il permet de dissimuler la piste espagnole autrement plus crédible. Seul argument en faveur de la piste palestinienne : le principal suspect avait en sa possession un passeport chypriote et il se serait adressé en arabe à une prostituée, cette dernière aurait, en outre, expliqué aux enquêteurs qu'il était circoncis. Bien maigres éléments qui n'infirmant pas du tout l'hypothèse de la piste espagnole. Bien au contraire. Selon des policiers espagnols, Ernesto Mila et Rafael Ancosta Tormo avaient, avant de venir en France, transité par le Liban et l'île de Chypre. En effet, les mercenaires fascistes, entraînés à Junieh, au Liban, se rendent une fois par mois à Chypre pour une semaine de repos en zone turque. La prétendue piste palestinienne semblait bien pratique, à l'inverse d'une piste espagnole qui risque de mener les enquêteurs plus loin qu'ils ne voudraient aller : jusqu'aux affaires Goldman et Curiel, jusqu'à l'assassinat de Laïd Sebaï, jusqu'aux attentats de Bologne et de Munich, jusqu'aux assassinats de militants basques en France. Une piste qui pourrait conduire du milieu jusqu'aux groupes fascistes en passant par certaines fractions de la police.

## PISTE ESPAGNOLE ET ASSASSINS DE CURIEL

Les fascistes espagnols en cheville avec les hommes de main du milieu et non sans lien avec certaines fractions de la police espagnole, participent à la chasse aux membres de l'ETA jusque sur le territoire français. Un de ces commandos aurait pris part à l'assassinat d'Henri Curiel. Selon une première information provenant d'un « *milieu autorisé* », un ancien officier supérieur français a affirmé que « des éléments du SDECE se seraient adressés à certains de leurs homologues espagnols pour leur demander de leur fournir l'équipe nécessaire à l'assassinat d'Henri Curiel. »

Le 10 octobre 1979, le *Canard Enchaîné* publiait cette information jamais démentie : « Un commando venu d'Espagne l'a-t-il abattu (Henri Curiel) avec la bénédiction active du SDECE ? ». Selon le *Quotidien de Paris*, une personnalité suédoise a évoqué la piste espagnole, à la suite de confidences de « *membres des services spéciaux polonais* » qui lui ont appris que « si l'on découvrait les tueurs des Basques dans le Midi de la France, on mettrait la main sur les meurtriers d'Henri Curiel. »

Selon une information de source policière espagnole, une réunion préparatoire à l'assassinat de Curiel se serait tenue en Catalogne en mars 78, deux mois avant le meurtre. A cette réunion participaient : un officier français, un membre des services secrets espagnols et un ou plusieurs anciens de l'OAS dont un certain Martin Ribenier. Cette réunion se serait tenue, soit à Lérida, soit chez Gomez Benet dit « *Le Parrain* ». Ce monsieur, déjà mis en cause pour de précédents attentats, considéré comme un truant de haut-vol, vendrait ses services de chocs à des politiciens fascistes. Dans sa propriété, il entraîne des commandos fascistes venus d'un peu partout en Europe. On dit que les

poseurs de bombes de Copernic lui étaient proches. Le même Gomez Benet était en contact étroit avec un certain Gonzalez Pacheco, important responsable de la police espagnole. Cet ancien tortionnaire franquiste semblait en relation avec certains milieux du SDECE. Il vient d'être relevé de ses fonctions voici quinze jours seulement. Il était aussi en contact, dit-on, avec un ex-policier français correspondant du SDECE en Espagne.

La même arme a servi à abattre Curiel et Laïd Sebaï dont les deux meurtres ont été revendiqués à quelques mois d'intervalles par de mystérieux « *Commandos Delta* » qui rappellent les commandos OAS du même nom. Le rôle joué par Gomez Benet dans l'Internationale fasciste, les liens existants entre les milieux fascistes italiens, allemands et espagnols, ne font que renforcer l'hypothèse d'une internationale terroriste fasciste à l'origine des attentats meurtriers de Bologne, Munich et Copernic.

## UNE PISTE QUI MENE TROP LOIN...

Qui voulait-on protéger en essayant d'accréditer l'hypothèse de la piste palestinienne. Cette piste avait le mérite de brouiller les recherches. En effet, la piste espagnole si elle était explorée mettrait en lumière les activités des groupuscules fascistes espagnols qui assassinent en toute impunité sur le territoire français ; les liens entre ces groupes fascistes et les anciens de l'OAS réfugiés en Espagne. Quelle est la contrepartie de cette impunité dont jouissent les commandos espagnols antibasques agissant en France ? Pourquoi l'enquête sur Copernic a-t-elle été menée avec une telle désinvolture, alors que le suspect présumé était depuis 5 mois sous les verrous ?

Une telle enquête mènerait-elle trop loin au gré de certains responsables de la police ? Mettrait-elle en relief les liens entre le SDECE, l'Internationale fasciste, le milieu et les anciens de l'OAS.

Certains n'ont sûrement pas intérêt à ce qu'on remonte jusqu'à la source, de Copernic on peut trop facilement passer à Goldman, à Curiel, à Laïd Sebaï, peut-être même à l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille. Des affaires qui n'ont toujours pas été élucidées. Il semble qu'on y retrouverait la main de certains services secrets français qui n'hésitent pas à recourir dans certaines circonstances à l'assassinat, à la liquidation physique. Les mêmes qui ont agi à Copernic, contre Curiel, Goldman, ceux qui ont pratiqué le terrorisme contre des militants corses ou basques. Pourquoi ne le referaient-ils pas un jour, si besoin était, contre des militants ouvriers.

Voilà qui explique pourquoi Bonnet a accordé si peu de crédit à la piste espagnole. Le nouveau gouvernement doit faire la lumière sur ces affaires et particulièrement sur l'attentat de Copernic. En effet, comment parler de changement, comment parler de démocratie quand ceux qui ont commandité, armé ou couvert des tueurs seraient toujours en place ? La lumière doit être faite sur Copernic, les responsabilités établies, afin de punir les coupables et de sanctionner tous ceux qui, dans l'appareil policier, auraient entravé l'enquête.

Le rapport du Comité central du PCF analyse les résultats des élections présidentielles et législatives: défaite de la droite, progrès du Parti socialiste, diminution significative du score électoral du PCF et il conclut: «Il faut le reconnaître: nous venons de subir un sérieux revers. Il convient donc d'en comprendre les raisons, d'en dégager les causes, et de tirer de cette analyse toutes les conclusions pour la poursuite de notre activité». Il analyse en premier lieu la réalité du fait «présidentiel» qui a conduit à la logique du «vote utile», l'examine dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République et de ses différents scrutins

et aborde ensuite: «la double question qui se pose. A savoir: pourquoi une partie de notre électorat n'a-t-elle pas résisté à l'attraction du Parti socialiste? Et même, plus largement, pourquoi n'est-ce pas notre parti qui apparaît le mieux placé pour être l'animateur de la lutte pour le changement?». Autrement dit, pourquoi le PS a-t-il gagné aux dépens du PCF? Pourquoi la politique du PCF n'a-t-elle pas été retenue par une large majorité d'électeurs, pourquoi a-t-elle été rejetée par une partie des électeurs communistes habituels?

On peut traiter en effet ces deux questions.

## Pourquoi le PS a-t-il gagné?

Des années 60 où il recueillait dans les 10% des suffrages —avec la chute de 5% aux présidentielles de 1969— à aujourd'hui, le Parti socialiste a fait une remontée électorale spectaculaire aux dépens du Parti communiste français que ne suffisent pas à expliquer la technique électorale et le jeu des institutions de la V<sup>e</sup> République.

### MAUVAISE VOLONTÉ DU PS?

Le rapport du CC du Parti communiste français avance une autre explication, en arguant de la «volonté du Parti socialiste d'obtenir un affaiblissement de notre parti et un rapport de forces qui lui soit plus favorable». Certes. Cet objectif est constant et avoué par les dirigeants socialistes eux-mêmes, jusqu'au plus «unitaire» d'entre eux, François Mitterrand, qui justifie ainsi sa stratégie d'union, à Vienne devant l'Internationale socialiste: «Refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même et faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs, trois peuvent voter socialiste». C'est en 1972, année de la signature du Programme commun. Huit ans plus tard, la mission est quasi accomplie, comme l'indique à la veille des présidentielles de 81, le dirigeant socialiste Jean Popperen: «Si, depuis trois ans, le terrain se dérobe sous les pas des dirigeants communistes, c'est qu'ils n'ont pas compris la situation nouvelle, et quasiment sans précédent, où ils se trouvent: la tête à tête avec un Parti socialiste fort, prépondérant électoralement et de plus en plus présent sur les terrains de lutte, et en même temps unitaire: un parti qu'on ne peut ni dominer, ni rejeter à droite; en bref, un parti qui occupe le terrain à gauche. C'est là le fait nouveau, qui a bouleversé la politique française, qui crée une possibilité réelle d'alternative à gauche, c'est cela qui gêne les plans de Giscard, de Ceyrac et de Brejnev».

Par la stratégie d'union de la gauche, Mitterrand est crédibilisé comme «homme de gauche et rassembleur» lors des présidentielles de 1965; par la stratégie d'union, le nouveau PS issu d'Épinay se remet à flot et devient une alternative sérieuse dans le pays; après la rupture de l'union, le Parti socialiste, se réclamant toujours de l'union, continue à marquer des points. Le 26 avril, il a rempli l'objectif de 1972 pour une large part.

Reconnaître ces faits n'explique pas grand chose néanmoins; car il y a beau temps que la stratégie socialiste est exprimée et connue; le Comité central du PCF n'a pas été surpris; il la connaît depuis ses débuts! Expliquer la réalité comme celle d'un duel singulier, à «un PS monte et un

PCF recule», conduit à une impasse: le PS ferait-il preuve d'une plus grande intelligence politique, de plus de malignité, de moins de loyauté? Là n'est pas le fond de l'affaire, car l'histoire des vingt dernières années, ne se réduit nullement à un combat de boxe où PS et PCF se disputeraient la confiance populaire. Nous ne voyons pas les choses ainsi.

### OU LA FUSION AVEC LA REALITE DES 20 DERNIERES ANNEES

Le combat —et combat il y a—, oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière et aux autres travailleurs de notre pays. Dans quelles conditions se mène ce combat, quels sont les atouts des capitalistes, quelle est la situation de la classe ouvrière, a-t-elle des alliés, comment et sur quoi se mobilisent-ils contre le capitalisme, autant de questions dont les réponses permettent de situer la remontée social-démocrate dans le pays. Le rapport du Comité central du PCF n'évoque la réalité française qu'en une seule phrase: «Dans ces vingt années, le monde a beaucoup changé. La France d'abord, qui a vu des modifications s'opérer dans la réalité économique, la composition sociologique, les traditions politiques et idéologiques, les comportements et les mœurs, les institutions elles-mêmes», et ne s'en tient qu'à l'analyse des seules institutions. Il aurait gagné à examiner les résultats électoraux sous l'angle de l'analyse de classes; quels hommes et quelles femmes se reconnaissent dans le PS aujourd'hui? 33% de l'électorat ouvrier, 30% des cadres moyens et employés, 19% des cadres supérieurs et professions libérales, selon les résultats du premier tour des présidentielles, alors que pour le PCF, les chiffres sont respectivement, 30%, 18% et 7%. L'analyse de la structure de l'électorat socialiste montre également le poids significatif des employés, cadres moyens et professions libérales, poids supérieur à leur place numérique dans la société française.

Voilà quelques indications précieuses pour comprendre la «période du PS», due et «grande partie, à cette réconciliation avec les nouvelles couches de la société technicienne», comme le souligne Pierre Mauroy en 1978. Des millions d'hommes et de femmes se reconnaissent dans le Parti socialiste aujourd'hui: cadres administratifs, professeurs, éducateurs, techniciens, ingénieurs, cadres commerciaux etc... Ces couches que l'on a appelé souvent «les couches moyennes» ou «la nouvelle petite bourgeoisie urbaine» se sont considérablement gonflées en quelques vingt années en raison des transformations technologiques du capitalisme et de l'exploi-

# Après la montée social-démocrate

Il est «légitime que notre Congrès suscite de l'intérêt au-delà de nos rangs», remarque Georges Marchais dans son rapport présenté devant le dernier Comité central du PCF. Disons plus: cet intérêt existe déjà, une discussion existe déjà et s'amplifie depuis le 26 avril; jamais nos échanges avec des militants et des sympathisants du PCF n'ont été aussi sérieux et aussi approfondis qu'aujourd'hui. Ces camarades ont le souci de faire le point dans leurs rangs, dans leurs propres instances... et nous ne nous en méfions pas. Ils ont aussi le souci de confronter leurs points de vue avec d'autres militants du mouvement ouvrier, avec d'autres militants qui se réclament du communisme hors de leurs rangs. Cela est une nécessité, car la situation politique ouverte le 26 avril, dont l'affaiblissement électoral du PCF est l'une des données, n'est nullement une affaire interne au PCF; car l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie en France concerne l'ensemble de la classe ouvrière, de ses organisations, de ses militants.

Et aussi notre parti, qui s'efforce de saisir les nouveaux caractères de la situation, d'en comprendre les causes, en profondeur. Pourquoi, dans les rangs ouvriers et populaires la solution social-démocrate a-t-elle marqué autant de points? Pourquoi les autres solutions ont-elles été contrebattues, voire laminées, celle du PCF, mais aussi celles de l'extrême-gauche et aussi la nôtre, par l'essor spectaculaire de l'impact socialiste? Le pôle communiste est-il irrémédiablement conduit à perdre de son attrait dans notre pays? Nous sommes des communistes et ces questions nous interpellent vigoureusement. Nous avons étudié les réponses fournies par le dernier Comité central du PCF; voici les premières remarques qu'elles nous ont inspirées. A charge pour nous tous, dans une discussion active dans les rangs ouvriers, avec les militants ouvriers, avec les syndicalistes, avec tous les militants communistes, d'approfondir ces premières réflexions, de les confronter à la réalité, et de contribuer à définir les orientations de notre action. Nous ne visons à faire pression sur personne —et qui le pourrait en vérité? Notre souci est de participer à la réflexion engagée dans les rangs de la classe ouvrière, et de contribuer positivement à son action transformatrice, à son combat révolutionnaire.

Camille GRANOT

sance du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays, et leur rôle social est venu à l'avant-scène. Longtemps satisfaites de la «croissance» des années 60, ces «couches», touchées par la crise de 74, dans leur emploi, mais aussi dans leur rôle social, aspirent à des changements: un partage des responsabilités dans la gestion, une meilleure qualité de la vie, un environnement plus agréable, une transformation des relations individuelles, une meilleure information. Ces aspirations qui portent sur le «qualitatif» —le cadre de vie, le dialogue, la décentralisation—, visent des effets et des faits du capitalisme contemporain; elles ne remettent pas nécessairement en cause le noyau de la société capitaliste: l'exploitation des travailleurs par une minorité de détenteurs des moyens de production. Le rapport du CC du PCF parle d'un «changement limité», voulu par les masses populaires: sans doute faut-il être plus exact; le changement ne se comptabilise pas en plus ou en moins; il nous faut savoir avec précision quelles couches de notre société se sont mises en mouvement ces dernières années, et pour quels changements, pour la satisfaction de quels intérêts.

La remontée du Parti socialiste s'est appuyée, sur l'émergence de ces couches dites «moyennes»: il a fusionné étroitement avec leurs

## Forme ou contenu de l'union?

Soyons justes, le rapport reconnaît bien que tout n'a pas été toujours clair. Il indique que le PCF était conscient des «risques que reculait cette stratégie d'union autour d'un programme commun»,

à savoir «les illusions» susceptibles d'être engendrées à l'égard du Parti socialiste. Or, poursuit-il, il n'a pas été possible d'y faire face. Pour trois raisons relevées par le rapport: —«une forme d'union porteuse de grands défauts». —«une «guerre idéologique» à laquelle le PCF a prêté le flanc. —les insuffisances et les retards dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie du PCF.

Examinons tout à tour chacune d'entre elles. **FORME DE L'UNION?** D'abord la forme de l'union. Le PCF l'a déjà critiquée à son XXIII<sup>e</sup> Congrès: union au sommet, se suffisant à elle-même pendant la période du Programme commun alors que —dit le rapport— l'union «nouvelle», correcte, «c'est l'union en bas, dans les luttes, sur tous les terrains, une union solide parce qu'elle se construit entre tous les intéressés autour des objectifs qu'ils se donnent eux-mêmes. Et c'est sur cette union que peut reposer l'union entre les formations politiques autour d'accords» qui favorisent l'union et non la freinent, qui correspondent au mouvement réel et non le précédent. Quel militant ouvrier ne souscrirait pas à cette conception de l'union, dans l'action, à la base, façonnée par les masses elles-mêmes? Il est vrai que l'accord conclu au sommet pendant cinq ans avec le Programme commun de gouvernement a contribué à rendre des plus floues la différence entre les stratégies du PCF et du PS: on était pour l'union de la gauche, voilà tout. Une plus grande activité commune à la base aurait-elle éclairé les choses? On peut en douter... en s'exerçant quelque peu la mémoire: de 1972 à 1977, partout où l'union à la base existe, dans les entreprises, sur le plan syndical, tant bien que mal, et parfois fort bien, l'action n'est pas menée dans

la plus grande clarté, tant s'en faut: on réduit certains objectifs à minima pour ne pas effrayer le partenaire, on freine des luttes... pour concentrer tout sur le terrain du Programme commun et des échéances électorales. N'a-t-on pas tant fait crier lors des manifestations des années 70, «Union, action, Programme commun» et du même coup, subordonné l'action unitaire de base, de masse, à la politique définie au sommet?

On le voit, la question ne tient pas tant dans la forme de l'union, que dans SON CONTENU POLITIQUE. Pour quels objectifs et sur quelles bases, autour de quelles revendications fut-elle conclue? Voilà de bonnes questions! Pour bien faire, il faudrait reprendre, à la lumière d'aujourd'hui, l'examen du Programme commun, qui fixa l'alliance entre le PCF et le PS de 1972 à 1977. Préservait-il les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ou bien des glissements significatifs ne plaçaient-ils pas les intérêts ouvriers à la remorque des autres couches? Nous avons rappelé plus haut les aspirations particulières des «couches» sur lesquelles le Parti socialiste s'est appuyé: sont-elles incompatibles avec celles de la classe ouvrière? Nullement, mais si elles prennent le pas dans l'alliance, jamais, au grand jamais, les intérêts révolutionnaires du prolétariat ne seront garantis. Chaque militant ouvrier le sait d'expérience: des demandes des ITC peuvent éventuellement être accordées par le patronat sans que rien ne change pour les ouvriers; par contre une action victorieuse ouvrière profite toujours aux autres catégories de travailleurs. Le contenu de classe de l'alliance nous semble une

question décisive. C'est une question sur laquelle les militants ouvriers butent, chaque jour dans leur action quotidienne: quelles revendications sont-elles motrices, lesquelles unissent, quelles priorités dans l'action? L'union à la base pour le changement ne répond pas à ces questions; plus encore, elle a pu entraîner sur des terrains secondaires, dans ces années 70, où de nouvelles couches ont occupé le terrain des luttes sociales avec des revendications propres. Les phares ont été braqués sur certaines réalités, sur certaines luttes, qui pour importantes soient-elles, ne constituaient ni la réalité du prolétariat, ni les points d'appui essentiels pour sa lutte et celle du peuple de notre pays.

Aussi, quand le rapport du Comité central du PCF écrit «Mais sans doute faut-il s'interroger pour savoir si cette juste insistance que nous avons mise à mieux répondre aux besoins des catégories (les plus exploitées) n'a pas parfois été interprétée comme une exclusivité, un désintérêt à l'égard des autres», sommes-nous tentés d'interroger, à l'inverse, si les intérêts prolétariens ont été préservés dans l'alliance contractée.

Une dernière raison conduit à cette interrogation: c'est l'objectif assigné à l'alliance, c'est la «conquête majoritaire» par la voie des élections. Une telle perspective, tracée dans le cadre de l'avancée démocratique au socialisme, ne peut conduire qu'aux concessions: puisqu'il faut gagner les 51% gagnons-les, le poids de la classe ouvrière jouera après coup? Ce raisonnement, bien des militants du PCF l'ont tenu, affirmant: «Le PS, c'est le réformisme, on le sait bien, mais quand on aura gagné les élections, tu verras ce que tu verras...» Et on a vu... tout à fait l'inverse! Car un tel raisonnement est un marché de dupes. A tout prendre, sont plus crédibles aux élections, les réformistes par nature que ceux qui s'y résolvent par politique!

Voilà pourquoi le contenu politique de l'union est décisif; toute concession sur le fond profite à celui à qui la concession a été faite. Un programme commun de gouvernement, proposé par le PCF au PS, qui conduirait finalement le PS au gouvernement: n'est-ce pas un bien étrange résultat qui contraindrait à s'interroger sur son contenu.

## Pièges ou erreurs?

Le rapport présenté par Georges Marchais avance une autre explication au recul électoral: celle de la «guerre idéologique» menée contre le PCF. «Systématiquement, méthodiquement, tout ce que nous avons dit et fait a été, soit carrément passé sous silence, soit caricaturé, déformé à outrance, jusqu'à signifier le contraire de ce que nous voulions vraiment et

qui n'a jamais varié: créer les conditions du changement». Sans doute. Les mensonges, les déformations, les attaques à l'encontre de la politique de la classe ouvrière constituent une donnée permanente de la lutte de classes. Les communistes vivent cela depuis toujours. La bourgeoisie leur tend des pièges, mais ils ne sont pas contraints d'y tomber. Aussi

# UNE INDISPENSABLE DISCUSSION ENTRE TOUS LES COMMUNISTES

cette explication perd-elle beaucoup de poids quand le rapport insiste: «Ce pilonnage idéologique incessant, cette distorsion de chacune de nos prises de position et même parfois, disons-le clairement, compte tenu de ce climat, certaines de nos prises de position elles-mêmes ont ainsi favorisé les mauvaises interprétations de nos intentions réelles, de nos objectifs véritables. Je pense notamment au combat que nous avons dû mener sur la question de l'union, par exemple avec le problème du désistement aux élections. Je pense également à certaines de nos prises de position relatives aux événements internationaux, comme ceux d'Afghanistan».

«Mauvaises interprétations de «bonnes intentions», ou erreurs bien réelles utilisées ensuite?

### TOUJOURS SUR L'UNION

Tout d'abord, sur l'union. Le rapport se plaint «de la façon tendancieuse dont certains présentent notre attitude, de renouer à l'union de la gauche...» Peut-être... mais les faits sont les faits, et dans la fameuse «polémique» opposant le PCF et le PS après la rupture de septembre 77, il est apparu à des millions de Français que le PS était «unitaire» et le PCF «diviseur», ou moins unitaire pour le moins; les résultats électoraux ont sanctionné ce fait. Fut-il créé par les médias de toutes pièces? Le rapport aurait gagné à s'interroger davantage: la «polémique» côté PCF n'a-t-elle pas ressemblé à un pilonnage brutal et incompréhensible à tous ceux que la politique d'union de la gauche précédente avait habitués à identifier PS et PCF? La nouvelle politique d'union à la base n'a-t-elle pas souvent exclu délibérément tout militant soupçonné de virer à droite, dès qu'il avait des responsabilités ou quelques liens avec le PS? Nous avons trop connu cette politique-là dans les entreprises de 1978 à 1981, nous avons trop vécu d'attitudes sectaires et d'exclusives anti PS à la base, pour attribuer l'image acquise à la seule manipulation des médias.

### L'AFGHANISTAN

A propos de l'Afghanistan, le raisonnement n'est pas plus convaincant. Le rapport déplore la coïncidence malheureuse entre la signature à Moscou d'un communiqué exprimant des «divergences» entre le PCUS et le PCF et l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, approuvée par Georges Marchais de Moscou même. Les journalistes ont conclu à un réalignement de la politique du PCF sur celle de l'Union soviétique, ces commentateurs malveillants! L'intérêt «éminemment positif» du communiqué est peut-être passé sous la trappe de l'événement, mais il appartient à la direction du PCF, et à elle seule, la responsabilité d'avoir approuvé l'entrée des chars à Kaboul. Des millions de télespectateurs ont vu Georges Marchais sur leurs écrans en janvier 80, alors même que 61% de l'électorat du PCF —selon un sondage de mars 81—, et bon nombre de ses militants critique et désapprouvent l'intervention soviétique. Comment croire que le PCF a fondé ses rapports avec le PCUS sur des «bases nouvelles, inédites» alors que toute sa stratégie s'appuie sur «l'avancée des forces de progrès» dans le monde, identifiée à l'avancée des Soviétiques, dont l'entrée à Kaboul est présentée comme un des plus beaux fleurons? Si «l'intention réelle» de la direction du PCF est bien de souligner les di-

vergences d'avec certaines conceptions antidémocratiques du PCUS, pourquoi ne remet-elle pas en cause un de ses actes les plus antidémocratiques, l'occupation par les armes d'une terre étrangère? Pourquoi ne met-elle pas comme critère d'un socialisme démocratique qu'il «n'exporte pas la révolution»? Plutôt que d'incriminer les médias, en l'occurrence, s'interroger en profondeur sur les rapports de forces internationaux, sur qui est force de progrès, qui ne l'est plus, sur qui est agresseur et qui subit l'intervention, semble une attitude de réflexion nécessaire que dictent les faits et les réalités du monde contemporain. Le rapport indique que «la réalité des pays socialistes a changé» et appelle à la «réflexion critique» sur le passé: la réflexion sur le présent, dont on peut mesurer les effets, importe aussi, en toute priorité.

### VITRY

Les médias sont incriminés à une troisième occasion en ces termes: «Nous avons été confrontés à de véritables campagnes de haine, de mensonges, de calomnies qui ont bénéficié du soutien de l'ensemble des moyens de communication de masse. S'agissant par exemple de ce qui a été appelé «l'affaire de Vitry», nous avons été victimes d'une provocation pure et simple et ensuite d'une dénaturation des faits afin d'inverser les responsabilités». Il est certain que les Stoléru et autres responsables capitalistes de l'expulsion et de la discrimination envers les travailleurs immigrés s'en sont donnés de tout cœur pour «charger» le PCF de tous les péchés racistes et se sont efforcés de redorer leur blason dans cette affaire. Mais une fois encore, la presse ni nous-mêmes n'avons inventé la «politique des quotas» dans certains mairies du PCF, énoncée au nom des «intérêts de la classe ouvrière», dont on exclut du coup, la classe ouvrière immigrée: c'est une déclaration des maîtres communistes de Seine-St-Denis qui définit cette politique en décembre 80. Le rapport précise «Nous ne disons pas que toutes les initiatives qui ont été prises —que ce soit face aux problèmes que pose la constitution de véritables ghettos de la misère pour les familles immigrées ou encore face à la montée du trafic et de la consommation de la drogue— aient été sans défaut. Mais on ne peut comprendre réellement les événements tels qu'ils se sont produits sans tenir compte de l'acuité des problèmes qui se trouvent maintenant posés dans certaines communes». La déclaration de décembre 1980 sera-t-elle réexaminée en profondeur, sera-t-elle rejetée? Le rapport avance une hypothèse et reconnaît que «peut-être cela a-t-il conduit, sans le vouloir, à tenter de résoudre les problèmes des gens à leur place et sans eux...» Nous en avançons une autre, en nous appuyant sur une analyse faite par Marcel Rosette, maire de Vitry, lors d'un colloque sur «le PCF et les municipalités» organisé par l'Institut Maurice Thorez: «(...) du point de vue de notre gestion municipale, j'ai l'impression qu'à un moment donné, notre style d'intervention n'a plus cadré avec les besoins de la bataille politique (...) traditionnellement notre gestion municipale visait à satisfaire un certain nombre de besoins matériels de la population de nos communes. Cela, c'est incontestable, nous a conduit à une attitude trop confortabiliste de gestionnaires. Nous faisons des réalisations, d'ailleurs extrêmement importantes, et nous nous en contentons

un peu; nous avons parfois oublié les luttes pour arracher des subventions à l'Etat, pour mettre l'Etat devant ses responsabilités. Au fond cela nous plaçait un peu devant une contradiction matérielle: nous gérons des réalisations de plus en plus nombreuses, précisément au moment où l'Etat, tendant à reporter sur nous des charges sans cesse croissantes en restreignant les subventions aux communes (...) continuer à réaliser sans organiser les luttes pour obtenir les moyens nécessaires à ces réalisations, c'était à la limite nous contraindre à accroître le poids de la fiscalité locale, ce que

voulait précisément le pouvoir». Cette politique de «gestionnaire» n'a-t-elle pas conduit certains maires du PCF à tenter de se débarrasser de la «question immigrée» et à s'opposer dans les faits à une partie de la classe ouvrière de notre pays? Autrement dit, il ne suffisait pas de reconnaître quelques «défauts» de certaines «initiatives»: en déceler les racines dans une politique de gestion municipale, inscrite dans la stratégie globale du PCF, en éviterait assurément le retour... et éviterait aussi de tomber dans les chausse-trappes tendues au cours de l'affrontement de classes.

## Quelle stratégie?

Poursuivons l'analyse du rapport. La forme de l'union, les pièges tendus par la bourgeoisie sont, dit-il, «des éléments qui ont sans aucun doute joué mais dont le caractère est néanmoins partiel et limité. Il faut aller plus au fond».

### CELLE DU XXIII<sup>e</sup> CONGRES...

Et il pose le «problème fondamental», «c'est celui qui existe entre le haut niveau des solutions qu'il faut nécessairement appliquer pour sortir le pays de la crise et le niveau réel des objectifs autour desquels il est possible de réaliser un large rassemblement dans les conditions politiques actuelles». Et d'ajouter: «nous n'avons pas réussi à nous faire comprendre de millions de travailleurs, de millions de victimes de la crise...». Comment les convaincre, comment passer de ce bas niveau de compréhension et de mobilisation pour le changement à ce haut niveau de transformation nécessaire, comment combler ce «fossé»? Le rapport précise: «Il y a un fossé, une contradiction qui nous pose une question fondamentale, celle de la voie par laquelle il peut être possible d'avancer réellement pour réaliser les objectifs transformateurs qui correspondent aux nécessités si on veut sortir de la crise», et après avoir examiné les réponses antérieures fournies par le PCF, il réaffirme la validité de la voie définie au XXII<sup>e</sup> Congrès et au XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF, celle de «l'avancée démocratique», en ces termes: «cette stratégie de nos 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> Congrès est bien la bonne, la mieux adaptée aux nécessités. En particulier, c'est seulement cette conception de la marche au socialisme comme un processus d'avancées démocratiques où chaque position nouvelle constitue un point d'appui pour aller plus loin, c'est seulement cette conception qui peut nous permettre de résoudre le problème que nous pose l'existence de ce fossé entre les exigences objectives de la transformation de la société et la conscience politique des forces populaires telle qu'elle est.» Et encore: «Cette voie, c'est la voie de la lutte: luttes sociales et luttes électorales pour obtenir des conquêtes démocratiques toujours plus poussées, pour disposer de positions nouvelles, d'acquis nouveaux afin de modifier pas à pas le rapport des forces sociales et politiques». Et il invite l'ensemble du parti à mieux «traduire concrètement» la «stratégie d'avancée pas à pas», stratégie «d'avancée démocratique» que, selon le rapport, le PCF a trop tardé à élaborer et qui s'enracine dans une recherche ancienne et difficile pour découvrir une voie française pour un socialisme à la française.

### ... EST-ELLE BIEN LA BONNE?

Ainsi, le rapport du Comité

central du PCF reconnaît le sérieux de l'échec rencontré... mais maintient sa stratégie «d'avancée démocratique». C'est bien là où le bât blesse.

Car, au fil de l'analyse des raisons de l'échec, il nous est apparu que chacune d'elles s'inscrit parfaitement dans la stratégie «d'avancée démocratique», de conquêtes «pas à pas», de «prises de positions et de bases d'appui», où la voie électorale joue un rôle décisif. Récapitulons.

La stratégie d'Union de la gauche fondée sur le programme commun se situe dans la logique de l'avancée démocratique, l'objectif étant de conquérir, grâce à l'alliance électorale, des positions au plus haut niveau de l'Etat. Or, moins de dix années après sa mise en œuvre, c'est l'allié PS qui rafle toutes les positions-clés dans l'Etat... et décide de l'entrée de quatre ministres communistes au gouvernement contraints d'y faire la politique du PS, bien entendu. Ce faisant, la solution social-démocrate a été remise en selle dans le pays et l'expression des revendications propres de la classe ouvrière se trouve estompée et subordonnée à une «politique de changement» des plus floues, plus conforme aux aspirations des «couches nouvelles» qu'à celles de la classe ouvrière. Au total, celle-ci a perdu en autonomie, en affirmation de ses points de vue propres, en capacités combattives et organisatives.

Quand le PCF, de 1977 à 1981, tente de mettre en évidence les risques de la solution social-démocrate, la perspective d'avancée électorale qui domine toujours, empoisonne les explications et les tactiques... Le PCF y perd des suffrages. La classe ouvrière quant à elle, subit une politique de division et d'isolement des plus négatives face à l'offensive du capital monopoliste de «restructuration» sur le dos de la classe ouvrière.

La politique gestionnaire pour tenir les municipalités, positions privilégiées dans «l'avancée démocratique» conduit elle aussi à de graves erreurs et divisions: on en vient à opposer classe ouvrière française et classe ouvrière immigrée... et à contribuer au racisme et à la xénophobie ambiants.

Aussi, «aller plus au fond» conduit-il à remettre en cause — au fond — la stratégie «d'avancée démocratique». Sont-elles des «positions», des «bases d'appui» si précieuses et si solides, ces municipalités et ces victoires électorales, si leurs conquêtes se font aux dépens de l'autonomie politique de l'organisation, de l'unité des forces ouvrières contre le capital monopoliste? On croit «avancer» à chaque mairie gagnée, à chaque score amélioré, et pour ce faire on est prêt à des petites ou grandes entorses, dans la politique de classe, on est prêt à quelques conces-

sions sur la politique et à sacrifier au vent montant social-démocrate... et au bout du compte, on perd beaucoup, les scores, les municipalités — des élections municipales auraient enregistré aussi un recul si elles avaient eu lieu en juin... — et on perd surtout, un bien beaucoup plus précieux, des forces accumulées et organisées de la classe ouvrière dans la lutte contre le capital. Voilà la première question que pose à l'évidence la mise en œuvre de la stratégie «d'avancée démocratique».

### ... POUR QUE LE POUVOIR SOIT AUX TRAVAILLEURS?

Il y a une autre question, devenue terriblement d'actualité avec l'arrivée du Parti socialiste au gouvernement: cette stratégie conduit-elle effectivement à la construction d'une France socialiste. C'est le point de vue du Parti socialiste, c'est celui du Parti communiste français, même si leurs projets socialistes divergent assez sérieusement et s'inscrivent dans des perspectives internationales opposées, l'un construit dans le cadre européen, l'autre dans celui de l'avancée des «forces de progrès», celle de l'expansion soviétique dans le monde.

Nous verrons bien, mais cette stratégie de grignotages successifs des pouvoirs arrachés à une bourgeoisie toujours bien en place, cette stratégie de réformes qui limitent progressivement les

moyens de la domination capitaliste, nous semble vouée à l'échec. On avancera démocratiquement, certes, mais vers quoi? Vers le socialisme ou bien vers un capitalisme monopoliste mieux adapté, mieux régulé, plus supportable à une classe ouvrière néanmoins toujours foncièrement exploitée? Le rapport du Comité central du PCF affirme:

«La défaite de la droite ouvre des possibilités nouvelles pour obtenir des résultats positifs. Nous pensons qu'il convient d'utiliser ces possibilités sans réticence, de manière responsable.

«Les travailleurs doivent évidemment se garder de l'idée que les choses pourraient se régler d'en haut et sans eux. Ce serait aller avec certitude vers de graves déceptions. Il est en effet bien évident que la droite et le patronat conservent des forces importantes et qu'ils sont bien décidés à les utiliser contre le changement.»

Des possibilités nouvelles, oui. Mais lesquelles? : s'agit-il une fois encore de gérer de manière responsable? De quelles forces la droite et le patronat disposent-ils? C'est une des questions-clés que le rapport escamote: celle de l'Etat capitaliste. Cet instrument de la domination capitaliste est resté inchangé depuis la victoire de la gauche: mêmes lois, mêmes mécanismes pour définir les orientations économiques, pour fixer le SMIC et le traitement des fonctionnaires, mêmes règles juridiques qui font

qu'un Willot peut mettre au chômage plus de 20 000 travailleurs et même logique économique qui fait dire que la «prudence» et le «réalisme» s'imposent en tous les domaines. Alors? Peut-on utiliser ce même appareil d'Etat, ses mêmes serviteurs, administrateurs, policiers et juristes, ses mécanismes de fonctionnement, rodés au service de la classe capitaliste... pour déposséder la classe capitaliste de ses propres moyens et pouvoirs, de ses biens? Ou encore, un appareil conçu pour le service d'une minorité d'exploiteurs peut-il œuvrer dans le sens de la grande masse des exploités? Voilà les sérieuses questions auxquelles le rapport du Comité central du PCF répond par l'affirmative sans exprimer l'ombre d'un doute semblable-t-il. Les expériences positives ou négatives d'autres prolétariats et peuples, vécues dans des situations historiques profondément différentes de la nôtre, il est vrai, mettent en évidence la nécessité de détruire l'appareil d'Etat capitaliste et de déposséder les capitalistes des moyens fondamentaux d'exploitations, leurs usines, leurs banques, les moyens de transport et de commerce...; la voie de l'avancée progressive par les moyens de la démocratie bourgeoise mise en place par la bourgeoisie elle-même, et pour elle-même, n'ont jamais conduit, qu'au maintien des exploités. Ou bien, à l'affrontement, le dos au mur, et dans les pires conditions, avec la réaction et la contre-révolution, comme au Chili. Ce ne sont pas là des affirmations théoriques, mais des réalités bien concrètes, vécues ailleurs et dans d'autres conditions, mais qu'il importe d'examiner avec attention.

Comme il importerait d'examiner à fond une question que le rapport présenté par Georges Marchais n'aborde à aucun moment: celle de la rupture avec la logique impérialiste inscrite dans le développement politique et économique de notre pays. «L'avancée démocratique» a-t-elle l'objectif et les moyens d'établir de nouveaux rapports avec le Tiers Monde, de rendre indépendants les territoires coloniaux français prétendument appelés DOM-TOM, de s'opposer à la politique de guerre des deux superpuissances? A lire et connaître d'autres documents du PCF, nous répondons par la négative à ces questions-clés, mais il nous faudrait y revenir dans le détail.

Ces dernières questions — et les autres soulevées par ces quelques remarques — devraient impérativement être étudiées et discutées dans les rangs ouvriers et communistes. Faute de quoi, les mêmes stratégies produisant les mêmes effets, un futur rapport du CC du PCF pourrait bien, une fois encore, dans deux ou trois ans, dénoncer la malignité du PS qui a utilisé les ministres communistes au gouvernement, critiquer sa réforme de décentralisation comme un leurre pour la démocratie et s'en prendre aux mensonges des médias à l'encontre du PCF. Un tel rapport pourrait une fois encore déplorer que les larges masses ne comprennent pas le «haut niveau transformateur» de sa politique. Mais si cette politique était à reconsidérer — en profondeur — dès aujourd'hui, à la lumière des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière de notre pays et de ses alliés: rompre radicalement avec la logique impérialiste et capitaliste et détruire l'instrument des exploités, l'Etat capitaliste? Et si cette politique était à rejeter car elle va, dans les faits, à l'encontre des intérêts révolutionnaires du prolétariat? C'est notre conviction et nous sommes prêts à en discuter, preuves à l'appui.

# PROLETARIAT

reparait

• CHINE: PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME



## SOCIAL-DEMOCRATIE A LA FRANÇAISE

REVUE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Juillet 1981 - N° 22

12,00\*

### AU SOMMAIRE DU N° 22 :

- le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS.
- les problèmes économiques du socialisme en Chine.
- La social-démocratie à la française : avec trois articles :
  - le renouveau social-démocrate
  - le projet économique des 110 propositions.
  - thèses et courants : la rupture, la décentralisation.

Prix au numéro : 12,00 francs (plus port : 2,50 francs)  
 Passez vos commandes à L'HUMANITÉ ROUGE  
 BP 201 - 75926 - Paris cedex 19  
 Règlement à l'ordre de PRESSE D'AUJOURD'HUI

Dans la série de stages (pour détails, voir HR du 26 juin au 2 juillet), aucun, soulignons-le, aucun ne garantit une promesse d'embauche ferme pour un contrat indéterminé; le mieux qu'on puisse trouver sont ceux qui font référence à un contrat à durée déterminée (pour l'apprentissage, pour les contrats emploi-formation, pour certaines embauches avec exonérations de charges sociales), d'autres comme les stages d'expérience professionnelle - intitulés «stages pratiques» - ne possèdent pas à proprement parler de clause de contrat, même déterminé.

A l'intérieur de ces stages, ce sera comme avant, la jungle, comme si la classe ouvrière de notre pays n'avait pas arraché des droits.

**52 H 30 PAR SEMAINE**

Les contrats d'apprentissage sont reconduits sans aucune amélioration. On ne voit pas pourquoi les apprentis boulangers-pâtisseries ne travailleraient pas encore 52h30 par semaine, les bouchers 53h, les cuisiniers 61h, ceux de l'hôtellerie 64h, et ce pour 15% du SMIC le premier semestre de leur apprentissage, 25% le second, 35% le troisième, 45% le quatrième, lorsqu'ils auront moins de 18 ans. S'ils ont plus de 18 ans, ils toucheront, respectivement : 25%, 35%, 45% et 55% du SMIC.

«Le matin, je commence par vider les poubelles et nettoyer le trottoir et puis je fais le grand nettoyage de tout ce qui est blanc (...) ou bien je lave la salade. L'autre jour, j'ai préparé 100 kg de pommes de terre pour le grill, j'ai passé l'après-midi d'hier à astiquer le matériel en cuivre rouge. Au début, ça m'est arrivé de rester jusqu'à deux heures du matin à éplucher des petits oignons. Je passe aussi des après-midi à faire la plongée. Et le soir, quand je n'en peux plus, vers 11 heures ou minuit, je dois encore donner à manger au chien.»

125 000 apprentis, comme Jean-Louis apprenti cuisinier, connaîtront les mêmes conditions d'insertion dans la vie active.

Les ambiguïtés qui pesaient sur le statut des stagiaires dans les stages de formation (plan Barre) semblent persister dans les stages de préparation à la vie professionnelle. Les centres de formation et les entreprises se renvoient la balle, c'est ainsi que des stagiaires du Plan Barre ont dû attendre trois mois pour être payés, la question des crédits et du financement n'étant pas réglée avant l'ouverture de certains stages, de même pour la couverture sociale.

**EMPLOI DES JEUNES**

**DES STAGES BARRE  
AUX STAGES MAUROY ...**

**un chat  
même rebaptisé  
continue  
de miauler**

Mais que peut-on bien en faire de tous ces jeunes? Les 650 000 qui vont débouler à l'ANPE de juillet à septembre, et ceux qui y sont déjà? Le marché de l'emploi est coincé, les patrons n'ont aucun intérêt à embaucher, leurs effectifs suffisent à la production, à leurs profits. Alors? Pour éviter que les chiffres de demandeurs d'emplois ne montent inconsidérément, pourquoi ne pas reconduire les précédents stages Barre dans leurs grandes lignes? Les jeunes ne seront pas pour autant embauchés, mais le temps d'un stage, ils seront absents des statistiques de l'ANPE.

La conséquence de ce camouflage est particulièrement avantageuse pour les patrons. Les sources de profits qui leur étaient offertes au temps des stages Barre sont à peu près identiques avec les stages Mauroy. Sans compter que peu à peu ces jeunes se forment à la précarité d'emploi, à la docilité, à leur absence de droits. «Le discours de la direction et de la plupart des formateurs était centré sur l'entreprise : il fallait faire entrer dans nos têtes qu'un jeune doit s'insérer dans l'entreprise. (...) en guise d'argument convaincant, on nous distribuait gratuitement chaque semaine le journal patronal Les Echos.»

Nous soulignons les gros avantages de ces stages pour le patronat, mais quels bénéfices pour les premiers concernés? En mars 1981, 263 574 hommes de moins de 25 ans, dont 58 523 à la recherche d'un premier emploi, 397 523 femmes de moins de 25 ans dont 120 722 à la recherche d'un premier emploi s'inscrivaient à l'ANPE. C'est le tiers des jeunes qui quitte l'école sans aucun diplôme, c'est le jeune sur deux qui s'inscrit à l'ANPE après une fin de contrat d'interim, de stage, c'est à ce public que s'adresse essentiellement ces stages.

Oui, car Mauroy accorde de superbes bénéfices au patronat (avantages, notons-le au passage, que nous contribuables paierons), mais n'a rien modifié fondamentalement aux conditions des stages. Encore une fois, ces jeunes travailleurs iront dans ces stages, certains même feront des pieds et des mains pour en décrocher un, pour ne pas être à la rue, «pour avoir du fric, de quoi bouffer».

Le gouvernement a étendu le temps de formation dans certains cas et a garanti qu'elle s'améliorerait notablement, néanmoins, les moyens d'action pour ce faire demeurent insuffisants.

A des stagiaires exigeant une réelle formation, un directeur d'entreprise avait répliqué : «Vous comprenez les meilleurs tuyaux, ce sont souvent les chaudronniers, il faut que vous vous intéressiez au travail que vous faites... Vous pouvez vous inscrire aux cours du soir du CET voisin et puis tenez, je peux vous prêter un bouquin». Demain, les mêmes réponses? Si non, le problème n'est pas pour autant résolu. A quoi peut bien servir une formation, même si elle est réelle, si elle n'est pas sanctionnée par un diplôme? A t-elle une valeur monnayable ailleurs que dans l'entreprise qui l'a dispensée? Elle ne sera en fait qu'un diplôme maison, limitant ainsi les revendications salariales, par exemple, du jeune stagiaire.

**PAS DE CONTRAT**

... Pieds et poings liés... dans les stages d'expérience professionnelle, le stagiaire sera soumis aux mêmes horaires, à la même tâche que les autres ouvriers de son atelier, mais lui n'aura aucun droit de salarié, tout comme dans les pactes Barre, des stages pratiques. A des jeunes de «stage pratique» qui avaient écrit à leur direction départementale du Travail et de la main-d'œuvre pour lui expliquer que, tandis qu'ils effectuaient 45 heures par semaine, leur fiche de paie n'en mentionnait que 40, ils ont reçu la réponse suivante : «Vous n'avez pas la qualité de salarié de l'entreprise et en fait vous n'avez pas de contrat. Toutefois, en cas d'abandon du stage sans motif légitime, vous vous exposez à avoir à rembourser les rémunérations versées par l'Etat».

Peu formateurs, peu rémunérés, aliénants, ces stages sont pourtant acceptés et même parfois recherchés par les jeunes. Pourquoi? Non par masochisme, ni par goût de l'instabilité, mais parce qu'il faut manger!

Les nécessités matérielles font que ces jeunes ont dénoncé à la fois ces stages mais les recherchaient et exigeaient leur extension.

Gabriel : «Je voudrais parler d'abord des stages d'entreprises. Ils demandent des jeunes de 18 à 25 ans. Or, moi qui ai juste 25 ans, on me refuse. Et pourquoi? Parce que j'ai déjà 25 ans.»

Catherine, au chômage : «Cet-

te semaine je me suis décidée à prendre une inscription pour suivre des cours du soir, je vais enfin apprendre la sténo... C'est bien, c'est gratuit. Ce que je trouve vraiment dommage, c'est que pratiquement tous les stages de formation sont proposés aux jeunes de 18 à 25 ans, pour les autres catégories, il n'y a vraiment rien.»

«Mais vous avez 24 ans?»  
«Oui, mais ces stages ne me concernent pas, parce que je suis mariée et que j'ai un enfant».

A ce propos, le gouvernement Mauroy obligera les employeurs à ce que 60% des contrats emploi-formation soient réservés aux femmes. C'est une mesure positive qui prend en compte le peu de formation professionnelle des femmes en général, mais elle est aussi particulièrement restrictive, puisqu'elle ne s'adresse qu'aux veuves non remariées, divorcées non remariées, femmes séparées judiciairement, qu'aux femmes qui ont un rôle de chef de famille.

Ils dénoncent les discriminations raciales :

Daniel, 20 ans, Algérien : «C'est la femme du frère de ma copine qui m'a indiqué ce stage. Elle s'occupe des dactylos dans un bureau et c'est elle qui doit prendre en charge les jeunes qui viennent faire un stage. (...) Comme les responsables ont déjà refusé un Noir, elle m'a conseillé de ne pas donner mon nom tout de suite. C'était possible puisque c'est par l'intermédiaire de l'ANPE qu'on signe le contrat. Ce contrat est ensuite envoyé à la boîte qui a proposé le stage (...). Je serais payé 150 000 (AF) par mois, c'est l'Etat qui m'embauche comme tireur-offset. Je dois absolument faire les 6 mois, sinon je serais obligé de rembourser mon salaire.»

Le souci du gouvernement de ne pas voir les chiffres de demandeurs d'emploi augmenter considérablement, l'a poussé à reconduire les stages Barre, les quelques modifications qu'il y a apportées ne concernent que la durée des contrats, ce qui permettra à ces jeunes stagiaires de «souffler» un peu plus longtemps, mais un chat même baptisé par Mauroy continue à miauler. Il faut dès maintenant lutter, si ce n'est contre l'esprit des stages, du moins pour imposer des revendications notables.

Nathalie VILLOTIERS

- SOURCES :
- «Vivre sans travail» dans «Les chômeurs parlent» - Anne Mathis - Seuil.
  - «Mascarade des stages Barre» - Pierre et Schiller - Luttes sociales.
  - Statistiques du Travail-Insee mars 81.
  - «La pauvreté et la lutte contre la pauvreté» - Rapport aux communautés européennes.



**Réactions syndicales**

La CGT donne son avis au sujet des stages dans Le Peuple du 16 juin : «(...) Bien que ces mesures amoindrissent quelques-unes des dispositions les plus nocives et les plus scandaleuses de l'ancien pacte, il n'en demeure pas moins des aspects négatifs ou insuffisants pour les jeunes concernés. (...) Il aurait été tout-à-fait souhaitable (...) de réaliser immédiatement un certain nombre d'améliorations que nous avions proposées : la suppression des stages pratiques, l'amélioration des contrats emploi-formation, une garantie de l'emploi plus importante, un contrôle des organisations syndicales des travailleurs sur l'ensemble du dispositif. L'importance des avantages financiers, véritables cadeaux offerts aux patrons, nous semble pouvoir permettre de répondre à ces revendications essentielles des jeunes et de la CGT.»

Quant à la CFDT, elle donne son opinion dans Syndicalisme-Hebdo du 25/6/81 : «Tout cela n'est pas négatif, surtout compte tenu de l'urgence et de la gravité de la situation. Mais la CFDT estime que la maintenance des stages en entreprise même si leur appellation a changé (...) et si des améliorations non négligeables y ont été apportées ne va pas dans le sens de la réduction de la précarité de l'emploi des jeunes, (...) le principe du droit à l'embauche n'est que simplement affirmé sans être vraiment garanti.»



# EXPROPRIER LES EXPROPRIATEURS!

Boussac-Saint-Frères en liquidation; 2000 emplois menacés; la crise du textile, les Willot à nouveau sur le devant de la scène...

Coup de tonnerre dans un ciel serein? Certainement pas. Escroquerie d'affairistes marrons, mauvais gestionnaires? En rester là serait rester à la lisière de la forêt et n'en voir qu'un arbre.

L'affaire Willot illustre simplement, jusqu'à la caricature, une logique implacable, celle du système capitaliste, fondée sur l'escroquerie de l'appropriation par quelques-uns du travail de la grande masse.

Illustration simple, mais tragique aussi : de quelques hommes dépend le sort de milliers d'autres et de leurs familles. Et le sort de ces milliers, leurs besoins, leurs moyens d'existence, c'est justement le dernier des soucis des quelques-uns dont ils dépendent.

Cette logique-là est impropre à résoudre les problèmes du monde d'aujourd'hui. Quel effort peut encore prétendre demander un Ceyrac au peuple de ce pays quand, pour les travailleurs et travailleuses de Boussac-Saint-Frères, 10 ans, 20 ans, 30 ans « d'efforts » pour un salaire annuel inférieur aux revenus quotidiens des quatre Willot, débouchent sur le chômage, la misère, la mort?

C'est sans aucun doute par rejet de cette logique-là que Giscard-Barre ont été renvoyés à leur « peloton de tête » avec tout leur mépris des porteurs de pancartes. Mais pour rompre avec cette logique, il faudra bien plus que changer les hommes à la tête de l'Etat : il faudra l'effort immense de tous les travailleurs pour renverser le pouvoir de la classe capitaliste, exproprier cette classe qui s'approprie les fruits du travail de tous.

Les frères Willot sont une illustration de cette nécessité historique : maître de la SFFAW (Société foncière et financière Agache-Willot) qui contrôle, entre autres, Boussac-Saint-Frères. Les lois de la République capitaliste française leur donnent le droit de « pomper » toutes les richesses créées par des milliers d'hommes et de femmes et d'en user à leur guise en même temps que du sort de ces travailleurs. Leur expropriation n'apparaît-elle pas comme une nécessité de bon sens propre à effacer une contradiction criante? C'est ce qu'il faudra faire à l'échelle de toute la classe capitaliste... Mais nous n'en sommes pas là.

Qu'au moins, dans l'affaire Willot, les biens des quatre frères (3 milliards — dit-on — rien que dans l'immobilier) soient saisis pour préserver l'emploi des 20 000 travailleurs de BSF et de tous ceux qui par le biais de la sous-traitance en dépendent. Et qu'il ne soit pas pris dans les caisses de l'Etat, elles-mêmes remplies par les impôts prélevés sur les travailleurs, pour éponger le passif laissé par les Dalton...

Gilles CARPENTIER

La situation de Boussac-Saint-Frères ne cessait de se dégrader, non par hasard ou fatalité, mais par la volonté délibérée, en toute conscience, de ses maîtres, les Willot. Les propos de J.P. Willot dans *L'Expansion* du 25 janvier 1980 sont à cet égard parfaitement clairs : « Qu'est-ce que gérer un patrimoine — disait-il —, c'est essayer de mettre de l'argent là où on aura au plus vite la rentabilité... ».

Ainsi, les Willot ont racheté (pour une bouchée de pain) Boussac, non pas pour sauver ce groupe et relancer ses activités, mais pour en tirer l'argent qu'il représentait, le concentrer sur des opérations et des productions estimées rentables, ou le mettre ailleurs, sans oublier bien sûr les « tire-lignes » des Willot toujours copieusement arrosés.

Nous allons essayer de mettre en lumière ce fonctionnement, spécifique, mais en même temps exemplaire et révélateur du fonctionnement du système capitaliste lui-même. Nous le ferons à partir d'informations syndicales (notamment de la Fédération Hacıutex CFDT : conférence de presse du 26 juin) et surtout du rapport Syndex (Société d'expertise comptable) établi pour le compte du Comité central d'entreprise de BSF sur les activités de ce groupe dans l'exercice du 1<sup>er</sup> juillet 1979 au 30 juin 1980.

Rappelons d'abord à grands traits l'histoire de la constitution de l'empire Willot dont BSF (Boussac-Saint-Frères) n'est qu'un morceau.

## NAISSANCE D'UN EMPIRE

L'ascension des quatre frères commence avec la fin de l'empire colonial français. En 1966

quand ils prennent le contrôle de Agache (une entreprise plus grosse que la leur), les Willot qui ont déjà repris depuis 1959 une quinzaine de sociétés en difficulté ne sont encore rien dans le textile, rien du moins à côté de Boussac, l'homme dont on disait sous la IV<sup>e</sup> République : « Il fait et défait les gouvernements... ». De 1966 à 1971, ils absorbent, outre Agache, Coframaille, St-Frères, Le Bon Marché, La Belle Jardinière, et pour ne citer que les affaires les plus importantes.



## DES AMITIES DE POIDS...

Selon le rapport Syndex, les Willot ont en deux ans (78-79 et 79-80) décaissé pour Boussac un peu moins de 90 millions et encaissé de Boussac un peu plus de 555 millions...

N'est-ce pas une belle opération? D'autant que les Dalton ont ainsi acquis des valeurs (matériels, immobiliers, titres de sociétés, etc...) évaluées à 543 millions lors de la reprise (bien plus en fait : plus d'un milliard et demi estiment les syndicalistes). Et l'essentiel des dettes liées à cette acquisition (349 millions) n'est remboursable qu'à partir de 1984, jusqu'en 1991 (tout ceci en nouveaux francs).

Ne fallait-il pas pour ce genre d'opération des amitiés de poids? Nobert Segard, M. Schumann en étaient... Mattéoli témoignait pour eux; Edgar Faure fut leur défenseur; ils avaient leurs entrées à l'Elysée... Qui peut dire de quelles caisses noires ils furent les bailleurs de fonds?

Sur la photo, Antoine et Jean-Pierre, les deux frères restés en première ligne...

La textile auparavant lié de façon particulièrement étroite à la forme coloniale de pillage du Tiers Monde avec ses marchés de monopole assurés dans les frontières de l'Empire, se trouve en pleine reconversion. Les Willot rachètent les entreprises en difficulté où celles dont les patrons veulent transférer leurs capitaux sur d'autres créneaux.

Dans les milieux financiers et patronaux, on salue et on loue leur réussite complétée par l'implantation à l'étranger d'unités de production (en particulier en Afrique de 1969 à 1974). Hommes décidés, durs en affaires, habiles... Ils sont encore peu connus du grand public, mais déjà fort bien parmi leurs semblables. Leur condamnation (avec sursis) en 1974, pour abus de biens sociaux est à peine un incident de parcours, inhérent aux affaires tout comme les fraudes fiscales, fuites de capitaux et autres infractions fort courantes, fort coûteuses pour le pays, mais généralement sans conséquence pour leurs auteurs. D'ailleurs, en matière de biens sociaux, la législation ne fait qu'édicter quelques règles pour la conduite des affaires des capitalistes entre eux; l'abus de bien social étant par ailleurs la règle fondamentale du système...

Dans le cas des Willot, l'indélicatesse aurait été d'avoir acheté St-Frères... avec l'argent trouvé dans les caisses de St-Frères!

Avec la période de crise qui s'ouvre alors et où certaines activités, notamment dans le textile, deviennent de médiocres sources de profits, les Willot diversifient leurs placements et orientent leurs capitaux vers d'autres cieux rémunérateurs. Quand d'autres font de l'électronique ou du nucléaire, eux vont foncer dans la distribution où ils ont déjà un pied : ils achètent Conforama en 1976-77, Anspach en 1977-78 (en Belgique), Korvettes en 1978-79 (aux Etats-Unis). Ils achètent aussi beaucoup dans l'immobilier : une valeur sûre!

Est-ce à dire qu'ils laissent tomber le textile? Pas du tout! Il y a encore des profits à faire dans ce secteur : certaines activités y sont encore très rentables et il y a de l'argent à tirer du reste pour le mettre ailleurs.

En 1979, intervient l'épisode Boussac. Boussac, une grande maison en déclin dont les maîtres n'ont pas su changer d'époque, quitter le bon temps des colonies et de l'Empire pour entrer

dans les règles de la concurrence capitaliste et du néo-colonialisme. Ici, les Willot vont se faire les exécuteurs des basses œuvres de Giscard-Barre pour la liquidation des canards boiteux et le redéploiement vers l'an 2000.

Bien sûr, quand ils entrent en scène c'est pour soi-disant sauver Boussac, mais aujourd'hui, deux ans après, on peut voir que c'est de bien autre chose qu'il s'agissait. Comme le disait le responsable de la Fédération Hacıutex CFDT, lors de la conférence de presse du 26 juin : « Avec Boussac, les Willot ont repris les actifs sans assumer le passif. Aujourd'hui, ils liquident le passif en gardant les actifs... ».

## LES BASSES OEUVRES DE LA RESTRUCTURATION DU TEXTILE

Le coup était prêt depuis longtemps, probablement retardé pour les élections présidentielles (quelques opérations de ce genre ont été suspendues, campagne giscardienne oblige), probablement aussi quelque peu contrecarrée par les résultats de ces élections et des législatives qui ont suivi.

Il s'agissait donc de séparer le bon grain de l'ivraie, en l'occurrence le secteur hygiène (couches pour bébés par exemple) qui marche fort, du reste de BSF, pour le regrouper dans une « Société industrielle et commerciale de produit d'hygiène » (SICOPHY). Le reste, découpé en 5 ou 6 morceaux, aurait alors été liquidé à plus ou moins brève échéance, en tout ou partie.

De fait, en dehors du secteur hygiène, les derniers investissements de quelque importance remontent à 1976.

Quand au rachat de Boussac, il constituait en fait une source de financement pour les autres opérations des frères Willot, leur SFFAW fonctionnant comme une véritable pompe des actifs Boussac sans réinjecter dans les branches condamnées autre chose que de l'endettement, phase préparatoire à la liquidation.

L'augmentation des taux d'intérêts, les retombées de l'échec de la chaîne Korvettes aux Etats-Unis que les Willot ont dû revendre (après avoir d'ailleurs réduit le personnel de 12 000 à 3 000) ont ensuite précipité le processus au-delà de ce que préparaient ses initiateurs, eux-mêmes pou-

sés à prendre les devants, pour garder l'initiative, dans les nouvelles conditions d'un gouvernement moins « compréhensif ». De fait ce sont les frères Willot qui ont sollicité le tribunal de Commerce de Lille, le mercredi 24 juin à midi pour obtenir de lui, le même jour, un jugement conforme à leurs vœux. Le jugement ne concernait que quelques établissements du groupe BSF, ce qui était sans aucun doute tout-à-fait conforme au plan initial.

Depuis, les choses se sont encore accélérées : le 26 juin, un administrateur provisoire est nommé à la tête de l'ensemble du groupe (la SFFAW); le 1<sup>er</sup> juillet, Antoine Willot démissionne de son poste de P-DG de BSF, BSF est placé sous la direction de deux syndics... Les banques qui les ont soutenus jusqu'ici, lâchent les Willot (le CCF, la Société générale, le Crédit lyonnais, Paribas, Suez...). Ce ne sera donc pas seulement une affaire Boussac-Saint-Frères. Ce sera une affaire Willot.

## QUEL ÉPILOGUE?

Peut-être les Willot perdront-ils la maîtrise de leur empire? Ceux qui hier encore vantaient leurs mérites, les créditent aujourd'hui de graves erreurs. Ceux qui hier les finançaient (autrement dit, tiraient bénéfices de leurs aspirations en leur prêtant de l'argent) sont aujourd'hui leurs créanciers.

Et il ne manque certainement pas d'amateurs, dans la classe capitaliste, pour reprendre à bon compte des morceaux — bien choisis — de l'empire Willot : ainsi il n'a pas été difficile de trouver un consortium de banquiers et d'industriels pour acquérir Christian Dior (Cette opération a toutefois été suspendue, au moins pour 3 mois, semble-t-il).

Quoi qu'il en soit, les Willot auront été pendant 22 ans des acteurs efficaces de la restructuration (concentration, réorganisation) de l'industrie textile de la France capitaliste. 22 années dures lesquelles cette industrie a perdu plusieurs centaines de milliers d'emplois et s'est maintenue fermement au premier rang des mauvaises conditions de travail et des bas salaires! 22 années aussi de Ve République, cette république qui vit le jour justement pour accélérer la concentration monopoliste et mieux fusionner les monopoles et l'Etat. 22 années durant lesquelles l'Etat fut, à chaque pas, le soutien attentif et sans réserve (au point d'en être l'un des principaux créanciers) des Willot dans leurs aspirations diverses, elles-mêmes commandées par la politique générale de redéploiement mise en œuvre et promue par l'Etat dans la même période. BSF comptait plus de 30 000 emplois au moment du rachat de Boussac; il en compte déjà 10 000 de moins.

Combien de licenciements faudra-t-il encore compter dans l'étape nouvelle qui s'ouvre avec ou sans les Willot... si les travailleurs ne s'y opposent pas fermement?

La bataille est engagée, dans une unité syndicale non sans faiblesse, mais déjà bien meilleure que la division systématique qui prévalait en général il y a peu.

Empêcher les licenciements, saisir les richesses accaparées par les Willot pour assurer le maintien des emplois et obtenir la condamnation de ces hommes qui ont bâti pour une large part leur fortune sur la liquidation d'entreprises, donc sur le chômage de milliers de travailleurs : voilà ce pourquoi les travailleurs se battent. Ils doivent gagner.

## LE SYSTEME WILLOT POUR RATISSER LES CAPITAUX

Organigramme du groupe Willot, très simplifié : BSF à lui seul est un véritable conglomérat de PME (130 établissements regroupés en 72 « départements »), sans parler des filiales. Il donne déjà une petite idée des imbrications financières, qui cachent un système en

fait extrêmement simple, que les conclusions du rapport Syndex résumant ainsi : « — on transfère les bénéfices des sociétés industrielles vers la SFFAW, soit par des prestations de services majorées, soit en lui abandonnant simplement 50% de l'ingénierie.

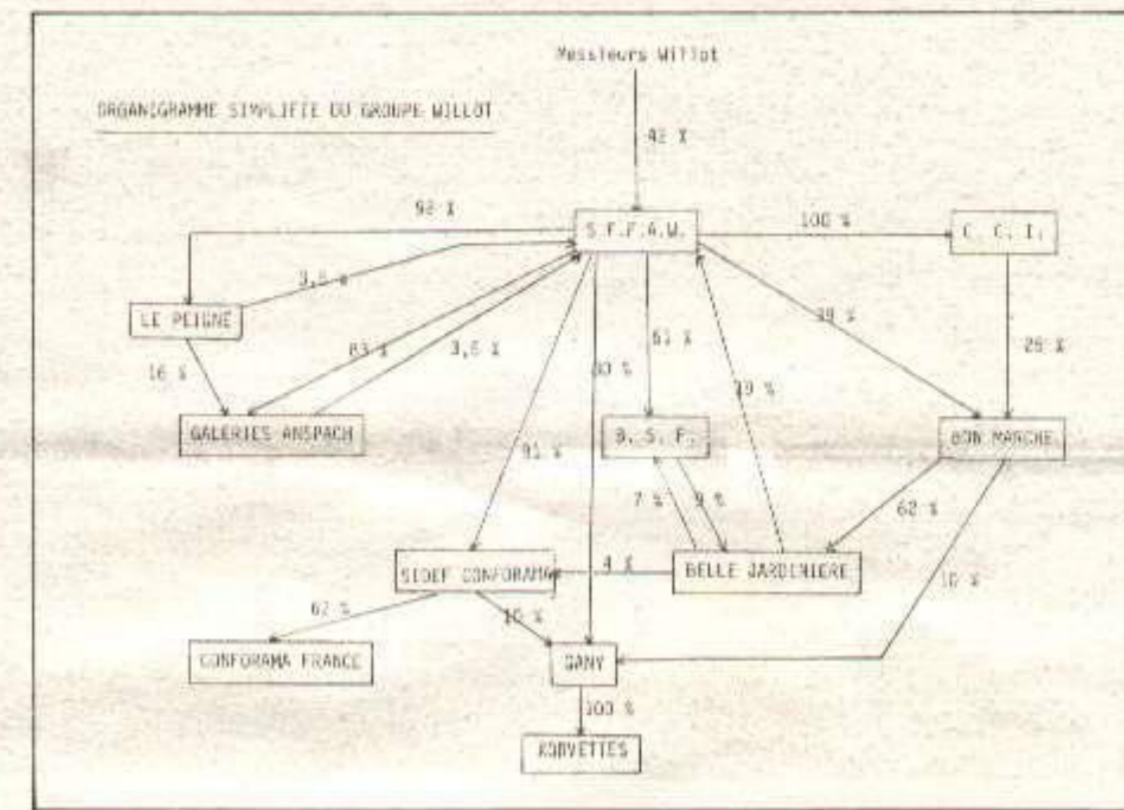
— on fait monter les cours en Bourse en rachetant soi-même les actions (SFFAW, BJ) ou bien en les faisant racheter par des groupes alliés (Keyser-Ullmann, BPGF, selon certaines rumeurs). (...) »

— on fait distribuer par la SFFAW de copieux dividendes alimentés par les transferts de bénéfices des sociétés industrielles... »

Copieux dividendes? 10 000 NF par jour pour chacun des frères, au bas mot, sans compter les frais de fonction et autres avantages. Bernard, l'aîné des quatre, s'est retiré discrètement (prudemment?) en avril du Conseil de surveillance de la SFFAW et le dernier, Régis, retiré des affaires pour raison de santé, se contente de présider celui de Conforama. Par ailleurs, les frères se sont ménagés quelques tirelignes, comme disent les syndicalistes : des petites sociétés ayant très peu de personnel et faisant de très gros bénéfices, en Belgique, ou en Suisse.

Aux ouvriers et ouvrières du groupe (environ 35 000 en tout, dont 20 000 à BSF) les salaires de misère : 2 500 francs par mois et la perspective du chômage!

Mais au fait, remplacez SFFAW par n'importe quelle holding. Un peu plus un peu moins, n'est-ce pas là un schéma tout-à-fait classique du fonctionnement du capitalisme?



## «ils sont 4, nous sommes 2000, nous vaincrons»

Depuis le 10 mai, on n'avait pas vu un tel rassemblement...

Il faut dire que le dernier hold-up des Willot est de taille. Après avoir gloutonnement, en charognards qu'ils sont, fait main basse sur tout ce qui traînait comme usines (textiles en faillite, les profits n'étant sans doute plus assez juteux, les voilà qui n'hésitent pas aujourd'hui, à annoncer le licenciement de 20 000 ouvriers!

La mobilisation nationale réussie, de cette journée du 2, a été la réponse apportée par les ouvriers et leurs syndicats, à ce dernier racket.

10h30 : Wambrechies, où le CCE (Comité central d'entreprise) se tient.

Venus de l'Indre, des Vosges, de la Somme, de la Moselle, du Nord et du Pas-de-Calais, et même de Belgique, ce sont quelques 1 500 ouvriers et ouvrières, représentants des dizaines d'entreprises, qui ont répondu à l'appel des trois syndicats, FO, CFDT, CGT.

Il y avait également des représentants de la Massey-Ferguson, de Swanson, de Caby, en signe de solidarité.

« Les profits ont des ailes. Emplois, salaires volent bas. Assez ! Il faut faire payer les riches ! » pouvait-on lire sur une banderole de la FSM (Métallurgie).

Au cours des interventions qui se succédèrent, les différents représentants rappèrèrent les positions de leurs syndicats :

Pour la CGT : « Le textile a servi de vache à lait pour les Willot... Ils peuvent payer... Il faut prendre l'argent là où il est, et... réinjecter cet argent ainsi récupéré pour payer les dettes de BSF et réinvestir en matière de production habillement... »

Pour la CFDT : Il faut s'opposer au règlement judiciaire afin d'obtenir sa rétraction. « EN 1974, les Willot ont été condamnés pour abus de biens... Aidés par le gouvernement, ils ont racheté Boussac... C'est 1 milliard de NF que les Willot doivent aujourd'hui au gouvernement... Nous ne serons pas les cocus des Willot... Maintien intégral de l'emploi! »

FO, quant à elle, rappelait qu'il fallait « obliger les syndicats à écouter les syndicats... et s'opposer au démantèlement de nos entreprises... »

Les syndicats dénonçaient également la nomination de deux nouveaux directeurs, personnellement impliqués dans la liquidation de BSF en 1974. La présence qui mit le plus d'animation, fut celle d'Albert Chassagnon, l'administrateur judiciaire, le nouveau patron en quelque sorte ; interpellé par un délégué syndical, sur les comptes des Willot, « Des comptes ? — répondit-il — Il faudrait qu'il y en ait ». Voilà qui promet. « C'est trop



facile» protestait une ouvrière près de moi.

12h30. Tout le monde refluait sur Lille, au siège de BSF qui était occupé pendant 1h30.

Moquettes et ambiance feutrée dans le « saint des saints ». Très discret, Antoine Willot, le seul présent. Tellement... qu'il a été à peine entrevu... Dommage, car les ouvrières, amusées, les voulaient : « Au balcon ». Une occupation calme et sérieuse. Tout le monde attendait : la suite, les événements, le règlement, la solution aussi, sans doute. D'eux-mêmes, mais aussi du gouvernement.

De l'anxiété aussi de la part de ces ouvrières portugaises qui venaient de St-Quentin, et qui expliquaient que les licenciements seraient dramatiques : « Dans notre famille, on est trois à travailler à la boîte : mon père, mon mari et moi — pour beaucoup d'entre nous, c'est le cas — deux salaires d'un coup... »

De la colère aussi quand une autre évoque les conditions de travail : « On soulève des chariots et des caisses de plus de 30 kg... et puis il y a les chefs : on vient nous chercher aux toilettes quand on ne nous y accompagne pas... Et puis on a 20 minutes pour manger... »

De la colère, encore, de la part de Jeanine, déléguée CFDT à Rousseau (boîte de 400 employés) à Arras : « Cela fait 10 ans que je travaille et je gagne 2 500,00 francs par mois... et encore, en assurant la moyenne de production préablement établie... ».

13h30. 2 000 personnes environ pour cette impressionnante manifestation dans les rues de Lille.

Au centre ville, pas de fleurs. Des casquettes, des banderoles, des chants : toute une atmosphère baribole.

Une seule note grise. Au niveau de la rue du Molinel, le défilé se scindait en deux.

Des divergences étaient apparues entre les organisations syndicales, sur la signification politique qu'il convenait de donner à cette démonstration. La CGT pensait en effet, qu'il était « maladroite » de défilé devant la préfecture et l'Hôtel de ville, symbolisant les pouvoirs publics, à un moment où ceux-ci s'efforçaient d'apporter des solutions au problème... La CGT, suivie de 200 à 300 personnes se disloqua à la gare, tandis que le cortège se dirigeait vers la préfecture et l'Hôtel de ville.

À la mairie, après une intervention de la CFDT, une déclaration de l'intersyndicale, lue par un représentant de la CGT, appela la population à soutenir les ouvriers et ouvrières de BSF, pour un arrêt immédiat des licenciements, pour s'opposer à toute fermeture d'usine, et obtenir la saisie des biens des frères Willot.

Elle demandait également au gouvernement « de ne pas se laisser aller à la facilité qui lui proposerait d'autres groupes capitalistes qui veulent s'accaparer des secteurs bénéficiaires, en faisant éclater le groupe... ».

Laura DELMONT  
Correspondante Nord

Ce sont des mirages 2000 dé-sarmés que Mitterrand a tenu à inspecter lors du Salon de l'aérospatiale qui se tient tous les deux ans au Bourget. Ce geste symbolique autant que spectaculaire avait été précédé par des déclarations de Lionel Jospin affirmant, lors d'une conférence internationale sur la Namibie, que la France mettrait fin aux livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Les propos du ministre des Relations extérieures sont venus tempérer ce geste. Ceux de Mauroy ensuite, qui a déclaré devant 4000 convives lors du déjeuner officiel du Salon du Bourget : « En ce qui concerne les exportations de matériels militaires, je voudrais souligner que nos engagements internationaux conclus dans le domaine des armements, au même titre que pour les affaires commerciales, seront respectés. (...) La France et les industriels français sont et seront toujours des partenaires sûrs et fidèles ». Là aussi, la parole a été suivie du geste, moins tapageur mais tout aussi symbolique : le départ en grand secret de l'avis « Grandville », du port de Lorient. La livraison de cet avis à l'Argentine avait été suspendue par le gouvernement Barre. Cette dernière livraison montre les limites des tentatives de moralisation des ventes d'armes par la France.

«Moralisation», mais nous sommes condamnés à l'exportation, rétorquent les industriels de l'armement. Que signifie «moralisation», c'est-à-dire vente sélective, lorsqu'on parle d'armes produites par une industrie qui constitue un des rouages essentiels de l'économie impérialiste en crise? Peut-on moraliser la distribution d'armes dont la production joue un rôle d'entraînement pour tout le secteur décisif de l'économie de pointe, cette distribution peut-elle être remise en cause sans remettre en cause d'autres intérêts bien plus importants à savoir ceux des monopoles capitalistes? Les ventes d'armes sont étroitement liées à la politique de l'impérialisme français dans sa lutte pour la conquête des marchés, pour le pillage des matières premières, pour l'exportation de capitaux, pour le maintien des néo-colonies dans son orbite. Sans rupture avec l'impérialisme, sans remise en cause radicale de la loi du profit, il n'est pas possible de changer fondamentalement la politique des ventes d'armes.

#### LA POUDDRIÈRE

Les dépenses françaises en matière d'armements sont à restituer dans le contexte de la lutte des deux supergrands et de leur course aux armements en vue d'un nouveau repartage du monde. Selon l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm, les dépenses mondiales d'armement ont dépassé un million de dollars par minutes. L'industrie mondiale d'armements compte une armée de 400 000 savants et chercheurs soit 40% du «capital cerveau» mondial. Voilà qui en dit long sur le caractère belliqueux et absurde d'un système qui gaspille les richesses à la production d'engin de mort. Toujours selon le même institut, la course s'étend maintenant à l'espace : 103 lancements de satellites militaires ont eu lieu en 1980, dont 89 pour l'URSS, 14 pour les USA et 11 pour la France. Par contre-coup, cette course aux armements pour un nouveau repartage du monde, entraîne une militarisation accrue des pays impérialistes d'importance secondaire. C'est le sens de la concurrence accrue que livrent l'Angleterre et l'Italie à la France depuis ces derniers temps. Mais le Tiers Monde non plus

«L'exportation d'armes est, pour notre défense comme pour notre industrie, une nécessité. Il serait fou de le nier.» Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, interviewé début juillet par le *Nouvel Observateur*, renvoie au chapitre des intentions sans grande conséquence les démonstrations pacifistes de François Mitterrand, président, lors du dernier salon du Bourget.

Il faut dire qu'avec ses trois cents mille salariés et le réseau serré qui la lie à l'ensemble des intérêts monopolistes, l'industrie d'armement est placée au cœur du système impérialiste français. Une liste, même succincte des firmes nationalisées ou privées qui se côtoient dans le club des marchands de canon, le suggère avec éloquence : Dassault, SNIAS, Snecma, Thomson, Matra, Empain-Schneider, Renault, Dubigeon, Chantiers de la Ciotat, sans compter bien sûr les arsenaux, poudrières et autres manufactures d'armes dont la vocation militaire ne s'embarasse d'aucun mystère.

Si le terme de «complexe militaro-industriel» a vu le jour de l'autre côté de l'Atlantique, il n'en convient pas moins pour désigner une réalité bien française.

Léon CLADEL

## MORALISER LES VENTES D'ARMES ?

Ne dites pas à ma mère que je suis industriel, elle me croit marchand de canons



n'est pas épargné par cette course aux armements, sa part dans les dépenses militaires est passée de 9% en 1971 à 16% en 1980. Là encore, faut-il, comme le font les bonnes âmes, reprocher aux pays du Tiers Monde de s'armer,

alors même qu'ils sont menacés par les arsenaux des deux superpuissances et des impérialistes. Ce qu'il faut c'est mettre fin au pillage des deux superpuissances, à leur lutte pour le repartage, cause fondamentale de l'état de misère

dans lequel se trouvent les pays du Tiers Monde.

#### LA FRANCE : TROISIÈME FOURNISSEUR MONDIAL

L'impérialisme français n'est pas en reste dans cette course aux armements menée à bride abattue par l'URSS. A sa mesure, il tient la troisième place. Avec un carnet de commande de 35 milliards de francs en 1980 contre 25 en 1979. L'industrie française d'armement emploie 290 000 salariés dont 90 000 travaillent pour l'exportation. Au cours des dix dernières années, les ventes d'armes françaises ont progressé deux fois plus vite que l'ensemble du commerce extérieur dont elles occupent 1/20<sup>e</sup> du volume. Selon des calculs effectués il y a quelques années, lorsque chaque citoyen soviétique exportait en un an pour 88 francs d'armement et chaque Américain 202 francs, chaque Français en exportait pour 400 francs.

Rien d'étonnant à cela, la bourgeoisie a de tout temps développé son appareil d'Etat pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière de son propre pays, mais aussi pour maintenir sa domination impérialiste, principalement en Afrique où elle maintient des bases militaires ce qui ne l'empêche pas d'intervenir directement de la métropole contre les peuples et pays du Tiers Monde. C'est contre la volonté d'hégémonie des deux superpuissances que la bourgeoisie française renforce son arsenal d'armes stratégiques, c'est au nom de cette volonté de défense qu'elle justifie une industrie d'armements de plus en plus développée. Seules l'allongement des séries et l'exportation permettrait selon elle la mise en place d'une défense indépendante. «Nous sommes condamnés à l'exportation» répètent sans vergogne les industriels de l'armement. Une condamnation qui rapporte des profits exorbitants. Cette accumulation d'engins balistiques, de chasseurs bombardiers, d'armes stratégiques en tous genres, illustre le choix fait par la bourgeoisie de donner la priorité des priorités au facteur technique. Une telle politique qui ne s'appuie pas sur la mobilisation populaire, la bourgeoisie a trop peur d'une classe ouvrière qu'elle exploite, est vouée à l'échec. Sans volonté politique, sans mobilisation populaire, les armes, mêmes les plus sophistiquées, sont inopérantes... qu'on se rappelle de la ligne Maginot contournée par les nazis en 40. Par ailleurs une telle politique, largement subventionnée par le budget de l'Etat, ne fait qu'accroître l'inflation et les impôts, aggravant les conditions de vie des travailleurs.

#### UNE MILITARISATION ACCRUE DE L'ECONOMIE

Vouloir moraliser les ventes d'armes reviendrait à vouloir moraliser un système basé sur l'exploitation, la loi du profit maximum et dont l'industrie de guerre et la militarisation est l'une des caractéristiques. Lors d'une conférence prononcée à l'Institut des Hautes-études de Défense nationale fin 79, Yvon Bourges, alors ministre de la Défense de Giscard, déclarait : «L'évolution qui ne se dément pas depuis plus d'un demi siècle pousse à une sophistication croissante des matériels et, dans sa quasi totalité, l'industrie d'armement fait aujourd'hui partie des industries à haut niveau technologique». Bourges soulignait ensuite «L'importance des études et recherches en amont, dont (...) les crédits ont augmenté de manières considérables : plus 146% de 1977 à 1979». Il poursuivait : «Ainsi,

alors que le budget de la Défense représente actuellement moins de 4% du produit national, sa contribution aux dépenses nationales de recherche et développement dépasse 20%, c'est-à-dire plus de 5 fois plus élevé. De même 20% du budget de recherche et développement des entreprises françaises est financé par la Défense.»

Il est certain que l'industrie d'armement joue un rôle moteur dans les créneaux de pointe de l'économie. Rien que dans l'aéronautique, et plus précisément dans le secteur des hélicoptères où la SNIAS joue un rôle important au niveau mondial, l'effort de recherche a été mené par la Défense bien que le marché civil de la SNIAS dépasse 50%. L'aéronautique réalise 71% de son chiffre d'affaire avec les commandes militaires et 29% seulement par le biais du marché civil. Dans le domaine spatial, les travaux menés par la Défense ont été déterminants pour les satellites de télécommunication, la fusée Ariane, les satellites d'observation de la Terre (indispensables aussi pour la recherche pétrolière, agricole et sur les ressources naturelles de la planète). Le titane, ce produit nouveau qui entre dans la composition des ailettes, des turbines, des outils de coupe et centrales nucléaires, est dû à la recherche en aéronautique. Des recherches effectuées dans les usines militaires de Pierrelatte et de Marcoule ont permis à l'impérialisme français de conquérir une place de choix sur le marché mondial de l'uranium enrichi. On n'en finirait pas d'énumérer les imbrications entre la recherche militaire et ses retombées sur l'industrie «civile», que ce soit pour les travaux sur l'infra-rouge, le laser, ou encore les antennes de radar Thomson-CSF, sans parler du développement de la recherche informatique.

26% des crédits d'études et de recherches militaires sont dépensés dans des laboratoires dépendant du ministère de la Défense ou du CEA. 73% sont réalisés dans des laboratoires ou des bureaux d'études des industriels. La Défense supporte une grande partie des crédits affectés à la recherche dans les secteurs de pointes : 27% de l'électronique et de l'informatique, 22% dans les engins (balistiques et spatiaux), 18% dans le nucléaire, 15,5% dans l'aéronautique, 5% dans la construction navale, 3% dans le matériel terrestre. 32% des exportations françaises de bien d'équipement étaient constituées par des ventes d'armes.

#### BUSINESS ET GALONS

Le secteur des ventes d'armes associe très étroitement l'armée, le gouvernement et les patrons. La DGA (Délégation générale à l'armement. L'Etat, par cet organisme, un des principaux employeurs industriels français, exerce une tutelle sur toute l'industrie et joue un rôle de premier plan dans la production et la commercialisation. La DGA compte 6 000 ingénieurs et officiers, qui encadrent 64 arsenaux et 17 écoles ou centres de formation, en tout 80 000 agents qui travaillent principalement pour l'armée française. Le secteur exportation regroupe une multitude d'organismes plus ou moins officiels dont certains sont très discrets. La DAI (Direction des affaires internationales). L'ancien titulaire de ce poste, Hugues de l'Estoile, se trouve maintenant au secteur international de Dassault. Gustave Hibon, marchand d'armes N°1, préside aux destinées de cet organisme. Il exerce les fonctions de secrétaire général de la commis-

sion interministérielle pour les études sur l'exportation de matériels de guerre qui se réunit tous les 15 jours pour formuler les avis gouvernementaux sur les marchés en cours de négociation et mettre à jour les listes de pays ou de technologies interdits à l'exportation.

De nombreux organismes se répartissent les tâches de vente et d'entretien : l'Office français d'études du matériel d'armement, chargé antérieurement des contacts avec Israël et l'Afrique du Sud, il travaille maintenant en direction de l'Amérique latine et de l'Australie. La SOFMA (Société française de matériels d'armement) spécialisée dans la vente des armes terrestres. La SOFREXAN (société française d'exportation et d'armement naval). A sa tête, s'y succèdent à tour de rôle les amiraux ayant commandé la Flotte de l'Océan Indien.

De nombreuses sociétés de services ont un statut très particulier (à la fois civil et militaire) : la SODETEG (Société d'études techniques et de gestion), qui emploie 1 500 ingénieurs. La COFFRAS (Compagnie française d'assistance spécialisée) créée après la vente de 1 500 chars à l'Arabie Saoudite. Cette société met en place des équipements opérationnels dans l'organisation, l'entraînement, la maintenance des armements vendus par des sociétés françaises. Toutes ces sociétés emploient des officiers militaires en retraite ou détachés.

L'IS (International service) dont il est impossible de trouver l'adresse exacte en France, emploie un millier de techniciens et anciens militaires à l'étranger. 1 500 militaires français sont maintenus en permanence en détachement dans les armées étrangères où ils préparent ces armées à l'emploi du matériel vendu par la France. 3 500 élèves étrangers suivent une formation dans des écoles militaires de l'hexagone. Une partie des agents du SDECE, ainsi que les attachés militaires et commerciaux en poste dans plus de 85 pays jouent un rôle de premier plan dans les ventes d'armes.

Comme on le voit, les ventes d'armes permettent à l'impérialisme français de multiplier les ingérences et les pressions sur les pays acheteurs dont 80% sont des pays du Tiers Monde. Les ventes d'armes sont pour lui un moyen de pénétrer et de conquérir des marchés. Tout cela au nom des grands principes énoncés par Galley, l'ami de Bokassa : «Nous avons le devoir de répondre à la demande de pays qui souhaitent assurer leur défense tout en ne se liant pas de manière trop exclusive à l'un des deux blocs». Argument qui permet surtout à l'impérialisme français de maintenir sa domination dans ses zones d'influence, tout en réalisant d'exorbitants profits.

La militarisation est dans la nature même du système impérialiste. L'Etat qui joue un rôle de tout premier plan dans l'accumulation du capital, s'oriente de plus en plus vers des commandes militaires qui jouent un rôle d'entraînement dans les secteurs de pointe. Les guerres et la militarisation de l'économie sont un des moyens de garantir les profits maximums des monopoles. La militarisation de l'économie apporte aux monopoles de riches commandes militaires, payées à des prix exorbitants par le Trésor public, par des prêts et des subventions prélevés sur le budget de l'Etat. Ce qui entraîne un accroissement des impôts et de la vie chère pour les travailleurs.

Pour les capitalistes, la guerre est en-soi «le meilleur business» leur permettant de tirer le maxi-

mum de profit». L'impérialisme c'est justement «assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et, enfin, par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisée pour assurer les profits les plus élevés.» (Staline : «Les problèmes économiques du socialisme en URSS»).

#### DES LIVRAISONS AUX PEUPLES EN LUTTE

Comme on vient de le voir, les ventes d'armes constituent un moyen indispensable à la politique impérialiste. Il apparaît donc vain, de prôner la moralisation d'un trafic qui ne vise qu'à piller toujours plus et mieux les peuples du Tiers Monde. Mettre fin à de telles ventes, revient à détruire l'impérialisme.

Sans dévier de cet objectif, nous pouvons dès maintenant nous battre pour une réorientation des ventes d'armes, vers des livraisons aux pays et peuples qui luttent pour leur indépendance et leur liberté.

Une telle politique, à terme va dans le sens d'un affaiblissement de l'impérialisme. C'est sur ce critère que nous jugerons la politique du nouveau président en matière de livraison d'armes. Une telle politique irait dans le sens de la paix mondiale et du retardement du danger de guerre.

La moralisation des ventes d'armes prononcée par le PS, se fait en référence à la politique appliquée jusqu'au 26 avril 1981 par Giscard d'Estaing. Ce dernier menait une politique hardie de livraison d'armes au régime raciste de Prétoria, à la Corée du Sud et à bon nombre d'Etats qui en liaison avec l'impérialisme répriment féroce-ment leurs peuples. Par contre Giscard s'était toujours refusé à toute fourniture d'armes à des pays (comme la Chine socialiste) qui luttent contre l'hégémonie, ou aux patriotes afghans qui s'opposent à l'invasion des troupes de Brejnev.

C'est dans un tout autre sens qu'il faut orienter la politique des ventes d'armes si l'on veut changer quelque chose. Les déclarations faites par le Parti socialiste sur l'arrêt des livraisons d'armes au régime de Prétoria doivent être appliquées. Elles vont dans le bon sens, celui du soutien aux peuples en lutte pour leur indépendance et leur liberté. Pour être pleinement efficace, la France devrait aider militairement si nécessaire les pays de la Ligne de front et les mouvements de résistance d'Afrique australe contre l'apartheid.

Dans la même optique, le gouvernement doit s'engager à ne plus livrer d'armes à l'Etat raciste et sioniste d'Israël, curieusement omis dans les déclarations du PS, de même qu'à la Corée du Sud. Et puisqu'en tout état de cause ventes d'armes il y a, la France doit accepter d'en livrer à la République populaire de Chine qui se bat pour la paix et contre l'hégémonie. Les patriotes afghans qui s'opposent vaillamment à l'invasion de l'URSS fauteur de guerre numéro 1 dans le monde, doivent être soutenus par des livraisons d'armes. La France qui n'a jamais appliqué de sanctions économiques contre l'URSS à la suite de l'invasion de l'Afghanistan doit cesser de vendre à ce pays des technologies sophistiquées (informatique, électronique) qui entrent dans l'extension de son arsenal de guerre contre les peuples.

## CORRESPONDANCE

NICE

### DEMARRAGE DE L'ACTION CHEZ BROSSETTE

Brossette, une firme de commerce en gros de plomberie-chauffage-sanitaire — branche d'une multinationale ayant de nombreuses ramifications en Afrique — regroupant près de 1 400 travailleurs répartis dans 24 succursales et 3 filiales françaises. Le mercredi 24 juin, un arrêt de travail de deux heures a été lancé au niveau national. Celui-ci a été décidé en soutien au Comité central d'entreprise (CCE) pour l'aboutissement des revendications exigées fermement par leurs délégués.

**POUR NOUS JOINDRE FAITES LE 205.51.10**

En effet, lors du CCE qui devait se tenir à Lyon le 17 juin 1981, la direction a montré son intransigeance. Face à une situation qui se dégrade de plus en plus pour l'ensemble des travailleurs, les délégués au CCE avaient voté à l'unanimité (CFDT-CGT sans étiquettes) une motion de mandat pour que des problèmes urgents soient traités en priorité avant de poursuivre le reste de l'ordre du jour. Ces points concernent :

— la cinquième semaine de congés payés, l'arrêt de la compression des effectifs, la suppression des emplois intérimaires, la suppression des contrats à durée déterminée, l'embauche pour venir à une charge de travail qui permette une efficacité commerciale, l'ouverture de négociations pour un plan social au niveau de l'entreprise.

Débuts des négociations fin juin. Résultats en décembre.

La direction a répondu par la négative sur tous les points et a refusé d'entamer les négociations. Face à une telle attitude, les délégués ont refusé à l'unanimité de poursuivre la réunion et ont

quitté la séance...qu'il s'agisse des représentants des syndicats CFDT-CGT ou sans étiquettes (sur 27 succursales et filiales françaises, moins d'une dizaine sont syndiqués). Tous les représentants des travailleurs au CCE, dans l'unité, ont montré ainsi leur détermination pour faire aboutir leurs revendications. Et, ils ont appelé tous les travailleurs à arrêter le travail deux heures.

Malgré les tentatives de dissuasion de la direction nationale qui a fait distribuer une note à chaque salarié, tendant en particulier à expliquer, pour tenter de renvoyer aux calendes grecques les revendications mises en avant, que celles-ci dépassaient le cadre de l'entreprise et ne pouvaient faire l'objet que de mesures gouvernementales ou nationales, cet arrêt de travail a été bien suivi dans l'ensemble.

Les travailleurs de toutes les succursales et filiales françaises de Brossette ont su démontrer par là, qu'ils appuyaient pleinement l'action de leurs délégués.

Correspondante Nice

### MONTPELLIER

### NE PLUS COURBER LE DOS DANS LES PME

C'est dans les PME que les conditions de travail sont les plus difficiles, les salaires les plus étiés... C'est aussi dans les PME où les travailleurs sont les moins organisés syndicalement et pour cause! Etre syndiqué dans ces cas-là, c'est trop souvent encourir un licenciement.

Mais depuis le 10 mai, la nouvelle situation politique redonnant confiance aux travailleurs et face au petit patronat ils «relèvent la tête». D'après le secrétaire de l'Union locale CGT de Montpellier : «La volonté de lutte des travailleurs qui ne veulent plus courber le dos...» se concrétise sur deux plans :

— l'augmentation de l'implantation CGT puisque depuis le 10 mai, on peut compter une dizaine de nouvelles bases syndicales sur Montpellier; et puis, de nombreux contacts téléphoniques sont pris avec l'Union locale CGT;

— un certain développement de luttes, notamment dans des PME, à la SOBEA, chez Reynaud. Un même sujet de conflit : la lutte contre la répression antisyndicale, le droit de se syndiquer; par exemple chez Noël où le patron réplique à la lettre de protocole d'accord envoyée par la CGT en vue d'élections de délégués du personnel par 6 licenciements «pour raison écono-

mique»! (Il y a 11 salariés.); par exemple, encore, à la SOBEA où les délégués du personnel CGT dont un immigré sont licenciés...

Même si dans certaines entreprises il est plus facile d'obtenir des réunions et de poser des revendications, comme l'a souligné aussi le secrétaire de l'ULCGT :

«Rien ne se fait sans que les travailleurs agissent, les Renault\* en ont apporté une nouvelle preuve.»

Correspondante Montpellier

\* Voir HR précédents. Renault : 20 jours de grève victorieuse contre un licenciement.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
Prénom .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

### ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F  
3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F  
6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis  
S'abonner un moyen pratique  
pour avoir le journal



## CORRESPONDANCE

## ROUBAIX-TOURCOING

## ECHOS DE LA LUTTE AU JOUR LE JOUR

Des espaces verts et des parkings qui remplacent d'anciennes entreprises à l'abandon; des usines désaffectées, baptisées « friches industrielles » qui deviennent, dans l'imagination des architectes, des logements sociaux, des bureaux, voire des musées du textile ou autres. Autant de projets, de réalisations qui ne peuvent masquer l'hémorragie d'emplois dont souffre depuis des années Roubaix-Tourcoing. La désindustrialisation qui s'aggrave, l'incertitude liée à une hypothétique reconversion industrielle qui, du fait de la crise, du fait de la politique menée, a, jusqu'à présent, échoué.

Pourtant, Roubaix-Tourcoing n'est pas encore ce désert présagé par certains. Si le textile reste encore l'industrie dominante où se pose crûment la question de l'emploi, les autres secteurs sont aussi le théâtre de luttes où la garantie du pouvoir d'achat, la défense des droits syndicaux, se mêlent aux actions contre les licenciements. De cette réalité complexe, nous présentons ici quelques facettes.

QUELQUES CHIFFRES  
QUELQUES DONNÉES

Outre les entreprises du groupe Boussac-Saint-Frères à Tourcoing, Roucq, Linselles, Halluin, Wattrelos, rappelons la fermeture récente des Ets G. Motte (filature de coton) à Tourcoing (plus de 280 salariés); celle des Ets Lannoy à Marquay-en-Barrois (chaussures): 120 licenciements; celle de Lemaire et Dillies à Roubaix (280 licenciements); le dépôt de bilan de la « Filature de Tourcoing » avec 70 licenciements et celui des Ets Leplat (couvertures) avec 60 licenciements sur un effectif de 300 personnes; tout récemment, la mise en règlement judiciaire des tuberies J. Petit qui concerne une centaine de salariés.

PENNEL ET FLIPO  
UNE BOITE  
COMME LES AUTRES

Depuis qu'elle a été rachetée par le groupe Prouvost SA (12 000 salariés dans le Nord-Pas-de-Calais), Pennel et Flipo (environ 600 salariés actuellement), spécialisée dans l'enduction et les fabrications plastiques et caoutchouc, a vu sa renommée changer de terrain. Le progrès social (par rapport aux autres entreprises locales), l'avancée technologique, c'était vrai du temps du « père Pennel ». Maintenant, la nouvelle réputation de cette entreprise, c'est la politique antisindicaliste de la direction. (Derveley-Kirchner). Ne pas voir dans cette remarque la défense du passé, mais plutôt la dénonciation d'un patronat qui cherche à revenir constamment et ouvertement sur tous les acquis des travailleurs, et en particulier sur les droits syndicaux.

A part cela, c'est une entreprise normale où le

chômage partiel sévit, qui rachète d'autres entreprises (Hutchinson) pour regrouper des fabrications: ce qui entraîne « fatalement » des licenciements, une usine où la sécurité du travail est acquise, si l'on met de côté les accidents qui s'y produisent; une usine qui affiche des pertes pour l'exercice 80 (plus de 3 millions de francs) et qui affirme, dans une note récente au personnel, « devoir poursuivre ses efforts et la politique de rigueur, pour éviter de subir le sort désastreux de bien d'autres sociétés de la profession ». Evidemment, le fait que le groupe Prouvost SA, dont fait partie Pennel et Flipo, affiche, lui, un bénéfice de 55 milliards de francs, n'a rien à voir avec les problèmes de gestion du P-dg, Kirchner, puisqu'il n'en parle pas.

Cette année aucune réunion paritaire n'a encore eu lieu, contrairement aux années précédentes. Enfin selon, un délégué CFDT, un projet de restructuration serait annoncé en septembre avec les conséquences que l'on peut en craindre. Tout cela n'a pas empêché la direction de demander récemment l'autorisation de faire faire des heures supplémentaires à l'inspection du travail qui les a d'ailleurs refusées.

HUILERIES  
DUMORTIER FRERES  
(TOURCOING)

L'action unie des travailleurs français et immigrés et de leur section syndicale CGT qui avait déposé 4 mois auparavant un cahier de revendications; trois semaines d'occupation avec popularisation active de la lutte; le 22 juin, le personnel des Ets Dumortier a repris le travail, avec une prime substantielle en poche. L'ambiance était chaleureuse au pot de la victoire contre un patron coriace, avant la reprise du travail.

CERNA MAILLARD  
(BONDUES)

Grève avec occupation, là aussi, à la suite d'une assemblée

générale unanime, et à l'appel de la CFDT. Au cahier de revendications: augmentation des salaires de 5%, prime de vacances, révision des coefficients de rémunération.

Là aussi, l'unité et la détermination des travailleurs et de leur section syndicale ont permis le succès de l'action.

## IHF-CROIX

IHF à Croix, filiale du trust international Harvester: 5 000 salariés et y a quelques années... Quelques précisions utiles: pour toute la France, IHF emploie quelque 4 160 personnes. Le trust fabrique essentiellement des moissonneuses-batteuses.

Comme l'explique un bulletin de la direction destiné à la maîtrise: « Les fabrications de moissonneuses-batteuses classiques se poursuivront aussi longtemps que subsistera la demande, mais il est très difficile dans l'état actuel des choses, de prévoir cette échéance. La tendance qui prévaut comporte la substitution totale, à plus long terme, des moissonneuses-batteuses classiques par les "axial-flows", cette opinion étant inspirée par ce qui s'est passé aux Etats-Unis. »

En effet, aux USA, le trust réalise 15% en traditionnel et 40% en Axial Flow au niveau du marché intérieur. Il compterait par ailleurs prendre 25% du marché européen.

Or, l'usine de Croix, qui au départ produisait des moissonneuses-batteuses, a diversifié ses productions, puis se les est vues retirer pour des raisons de « rentabilité », au fur et à mesure que fondaient ses effectifs. Aujourd'hui, les faucheuses traditionnelles rotatives: c'est fini; les moissonneuses-batteuses: on termine la série en cours... et après?... Quel avenir pour cette usine qui connaît un chômage partiel chronique? La vague promesse d'un projet de charrie, dont on n'a toujours pas vu la couleur depuis 3 ans? Ou plutôt la mort lente d'une unité où les travailleurs et leurs organisations syndicales CGT et CFDT ne désarment pas, où se succèdent les débrayages et les luttes pour les conditions de travail, la sécurité, les salaires, et contre les licenciements...?

La seule garantie réelle

pour l'emploi c'est la production à Croix de la nouvelle moissonneuse-batteuse Axial Flow.

Mais le trust prévoit de la produire, non pas à Croix, mais à Angers, où il a racheté en leasing l'ancienne usine Brandt, opération financière réalisée grâce à des fonds publics... Dans ces perspectives, comme le dit le bulletin de la direction déjà cité, le devenir de l'usine de Croix « se jouera en fait sur sa capacité à être le fournisseur principal de l'usine d'Angers, dès lors que Croix aura démontré sa compétitivité. L'enjeu est par conséquent d'importance et chacun se doit de contribuer au maximum à sa réussite. »

C'est dire pudiquement aux travailleurs qu'il n'y a pas d'issue... en leur demandant néanmoins leur accord et leur coopération!

Ni les travailleurs, ni leurs syndicats ne l'entendent de cette oreille, et nous tiendrons nos lecteurs informés des actions pour le maintien de l'emploi pour tous à IHF-Croix.

L'ACTION CONTRE  
LE RACISME

Avec près de 15% d'immigrés à Roubaix-Tourcoing, l'action contre le racisme et pour l'égalité des droits des travailleurs, a revêtu, et revêt encore, une importance décisive en faveur de l'unité de la classe ouvrière. Cette action a été menée par les syndicats, au travers de commissions, et également par d'autres organisations, particulièrement le « Collectif antiraciste » qui, entre autres, avait réussi une manifestation à Tourcoing en novembre dernier contre la venue de Le Pen. Dernièrement, il faut souligner l'activité de la CGT et de l'Amicale des Algériens en Europe contre le scandale du renouvellement des cartes de séjour; l'Amicale a réuni, en effet, un millier de travailleurs immigrés, directement concernés par le problème.

Enfin, notons la création, à Roubaix-Tourcoing, à l'initiative de militants du « Collectif antiraciste », d'un comité local du MRAP qui doit permettre de développer la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits, et d'élargir les rangs et l'implantation du courant antiraciste.

## DOCUMENT

UNE LETTRE DE  
L. REINETTE,  
PATRIOTE  
GUADELOUPEEN  
A  
F. MITTERRAND  
QUELQUES JOURS  
AVANT SA LIBERATION

Monsieur le président  
de la République,

Déporté et prisonnier politique dans l'une de vos prisons, j'ai décidé d'entamer à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1981 une grève de la faim illimitée pour obtenir ma libération.

En Guadeloupe, j'ai été contraint à la révolte pour combattre la haine et le mépris colonial français.

Aujourd'hui, je suis contraint par votre intransigeance à utiliser le dernier recours, la dernière arme qui reste à un prisonnier: ma vie.

Mon combat s'inscrit dans le cadre de la lutte pour l'indépendance de la Guadeloupe, pays du Tiers Monde.

Le 10 mai 1981 au soir, ma prison capitaliste est devenue une prison socialiste, mais pour l'opprimé que je suis, le béton des façades et les barreaux des cellules sont restés aussi froids.

Quelle différence y a-t-il entre un colonialisme exercé par une puissance capitaliste et un colonialisme exercé par une puissance socialiste puisque l'idéologie coloniale de par sa nature reste imprégnée des mêmes préjugés?

L'indépendance de la Guadeloupe, ce n'est pas seulement l'avènement de la liberté, mais aussi la chute d'un pays tri-séculaire qui naquit avec l'esclavage: le plus grand génocide de toute l'humanité a emporté 200 millions d'hommes noirs. Vous prétendez me juger et à travers moi tous ceux qui, en Guadeloupe, ont osé s'élever contre l'injustice d'un système politique inique. Quand donc s'ouvrira le procès des nations européennes qui furent à l'origine de ce génocide? Devons-nous attendre le bon vouloir de ces nations pour l'ouvrir? Au nom de tous les miens et de ceux qui ne sont plus, je demande, justice...

Dans vos déclarations politiques, vous insistez sur le droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette position est-elle restrictive ou faut-il considérer que nos ancêtres étaient gaulois comme l'école coloniale a essayé de nous l'inculquer?

Au Panthéon, vous vous êtes incliné sur la tombe de V. Schœlcher: cela est un acte symbolique. Mais je dis que commémorer un souvenir est une chose, honorer une mémoire en est une autre.

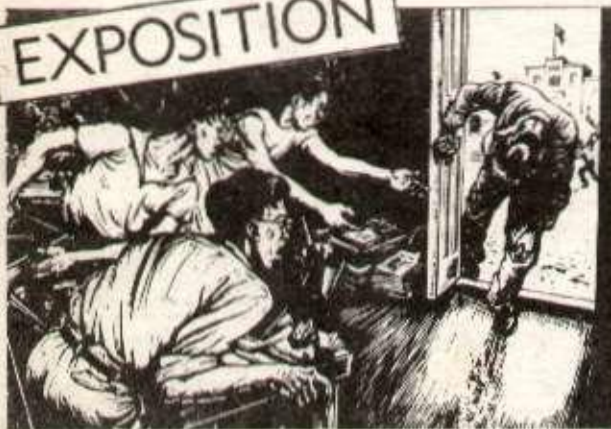
Je dédie mon geste aux millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui souffrent de la faim dans le monde tout en constatant l'indifférence et les gaspillages des pays nantis et le fait que la plupart des hommes qui meurent de faim sont des hommes de couleur. Si je meurs, ma mort vous incombera, à vous président de la République socialiste française et à votre gouvernement.

Pour ma part, je fais le sacrifice de ma vie pour la cause de la liberté et de l'indépendance de mon pays.

Je n'agis pas en désespéré, mais en homme exaspéré par l'injustice.

En mon âme et conscience, je suis déterminé à aller jusqu'au bout.

## EXPOSITION



## 50 ANS DE GRAVURES SUR BOIS CHINOISES (1930-1980)

L'exposition « 50 ans de gravures sur bois chinoises 1930-1980 », présentée voici quelques mois à Grenoble et depuis à la Bibliothèque nationale à Paris, est le fruit du travail de plusieurs membres du Centre de recherche de L'Université Paris VIII. Elle a pu être organisée avec la collaboration de l'Association des étudiants des beaux-arts chinois et l'Association des amitiés franco-chinoise, entre autres. Elle sera cet automne à la Maison de la culture de Rennes (et dans d'autres villes de provinces, nombreuses nous l'espérons). Voilà ce qu'il convenait de savoir... Ceci dit...

C'est en Chine que fut inventée la gravure sur bois... De nombreux vestiges, en particulier ceux trouvés dans les grottes de Dunhuang par Paul Pelliot, et qui datent du VIII<sup>e</sup> siècle, sont là pour nous le rappeler. Et tout laisse à supposer que, dès 500, la Chine possédait tous les éléments (encres, papier - inventé dans les années 100 de notre ère, en Chine - et sceaux - c'est-à-dire gravure) pour maîtriser de nombreux siècles avant l'Occident les techniques d'imprimerie...

C'est Luxun, le grand poète chinois révolutionnaire, auteur, entre autres, de « La véritable histoire de Ah Q » et « Des Herbes sauvages », qui redonne vie à l'art de la gravure, dans les années trente...

Parmi une foule d'activités, Luxun lance le mouvement de renaissance de la gravure sur bois. L'art ancestral se fonde avec l'exigence du combat politique...

Car si l'écrivain révolutionnaire lance ce mouve-

ment ce n'est pas par passion pure de lettré ou par esthétisme, mais parce qu'à ses yeux, la gravure est « un champ de lutte parmi d'autres » et qu'elle peut servir le combat politique révolutionnaire... A la gravure sur bois, il reconnaît plusieurs avantages : « Son efficacité (tout le monde peut comprendre, nul besoin d'être un lettré, ni même de savoir lire - et ce n'est pas un mince avantage dans la Chine d'alors -) Son caractère d'art réel... Sa facilité d'exécution (il n'y a pas besoin d'années et d'années d'apprentissage. Il en faut pourtant, mais quelques semaines peuvent permettre de commencer et sans beaucoup de frais) ... et enfin, les grandes possibilités de diffusion... »

L'exposition présente toute une série de gravures datant de cette période... exprimant la lutte, la misère et l'esclavage du peuple chinois... ainsi que des exemplaires de revues, tracts et affiches... tous réalisés à partir de planches gravées.

Dans la perspective d'une renaissance de l'art de la gravure en Chine, Luxun s'intéressera de près aux graveurs sur bois étrangers. « D'une part, il recherche des modèles sur le plan technique - en recommandant toute fois de ne pas les suivre aveuglément, car la tradition chinoise a ses caractéristiques qu'il importe de respecter si l'on veut que l'œuvre soit bien reçue par les Chinois - et d'autre part, la richesse du contenu politique... »

C'est sur ces critères qu'il s'intéressera à Frans Masereel (Belgique), Käthe Kollwitz (Allemagne), Kouprievanov (URSS) et

bien d'autres. Dans la période, Luxun publiera toute une série d'albums de gravures étrangères et écrira de nombreux articles sur la question...

Plus stylisée, plus artistique et aussi plus chinoise dans l'inspiration, avec une variété dans le style plus large, la gravure sur bois continue de faire école en Chine... De nouveaux groupes se constituent sous l'impulsion de jeunes graveurs. A Tchien, par exemple, l'ouverture en 1979 d'un cours de gravure pour les travailleurs suscita 700 candidatures... L'art de la gravure sur bois, dans le long périple de la Chine, de la lutte révolutionnaire à la construction du socialisme, a gagné en qualité, elle en sort considérablement enrichie... une jeune pousse sur des vieilles racines.

Comme dans tous les domaines, aux dires des Chinois, eux-mêmes, l'éviction des « ultras » de la révolution culturelle fait l'effet d'un appel d'air frais dans le domaine de l'art en général, et de la gravure sur bois en particulier... entraînant une émulation parmi les jeunes. Aux stéréotypes succèdent la soif de création...

Les œuvres postérieures à la révolution présentées sont là pour en témoigner... Une magnifique palette d'œuvres où couleurs, noir et blanc s'harmonisent en un chatoiement qui flatte l'œil... Des œuvres qui témoignent aussi, à leur manière, de la lutte du peuple chinois dans sa construction du socialisme et sa recherche artistique que dans un pays où tout était à faire...

Claude DHALLUIN



## FRANCE-CHINE Le jumelage Montpellier-Cheng Du Une première en Europe



Ci-dessus : Han Suyin, Jian Shu (Maire de Cheng Du) Yao Guang (ambassadeur de RPC) et G. Frèche (Maire de Montpellier) au cours des cérémonies du jumelage. Ci-dessous : M. Monge (Association des amitiés franco-chinoise) à gauche de G. Frèche, inaugurant l'exposition des photos réalisées en Chine par Sauvageot et Donzé...



Le jumelage des villes est maintenant une coutume entre pays et peuples amis qui souhaitent que cette amitié se concrétise par des échanges de toutes sortes permettant une meilleure connaissance de leurs peuples et de leurs cultures respectives.

Lors d'une visite à Montpellier en juin 1979, Zao Ziang, alors responsable de la province du Sechuan, lance l'idée d'un jumelage entre nos deux capitales régionales, Montpellier et Cheng Du.

Le 22 juin 1981, dans la grande «salle rencontres» de la mairie de Montpellier devant un parterre d'élus, de personnalités et montpelliérains, M. Frèche, député-maire de la ville et M. Mi Jianshu, maire de Cheng Du signaient le protocole de jumelage entre les deux villes, sous les applaudissements de quelques 600 personnes.

Il faut accorder à cet acte toute son importance. C'est, en France, le premier jumelage avec une ville de Chine et il semble que ce soit une première en Occident

Pourtant des milliers de kilomètres nous séparent et nos cultures sont bien différentes, alors?

Il y a bien sûr l'intérêt que porte à la Chine M. Frèche qui a été élu lors du récent congrès

des AAFC à la présidence d'honneur, qui pendant 5 ans a été vice-président du groupe France-Chine à l'Assemblée nationale, place qu'il compte reprendre prochainement, dit-on.

Mais également, la presse locale s'est fait l'écho de déclarations du maire de Montpellier s'excusant de l'absence de ministre français aux cérémonies (en raison des élections) et précisant que le premier ministre, M. Mauroy, maire de Lille, pensait lier sa ville à une ville chinoise.

Enfin certaines phrases du discours prononcé par M. Frèche n'ont pas échappé aux nombreux observateurs et amis de la Chine :

« La Chine c'est l'une des plus grandes civilisations du monde, elle a inventé l'imprimerie avant l'occident, la boussole, le gouvernail moderne et la poudre, avec cette sagesse d'en faire des feux d'artifices, poudre que les Européens ont utilisée pour faire marcher les canons... Le peuple chinois est un peuple soucieux de la paix, qui est rarement sorti hors de ses frontières alors que la Chine a été bien souvent envahie... L'amitié entre nos deux peuples passe par la paix. »

Cette confiance dans la volonté de paix de la

Chine débouchera, nous en sommes convaincus, sur des échanges amicaux de plus en plus nombreux et variés entre nos deux peuples. Déjà, M. Le maire annonçait la présence d'œuvres de photographes de Cheng Du à la prochaine rencontre internationale photographique de Montpellier ainsi qu'une troupe de danseurs au festival de danse.

La cérémonie de jumelage s'est poursuivie par l'inauguration de l'exposition photo de Marie-Ange Donzé et Claude Sauvageot : « Une autre Chine », exposition organisée par l'association des AFC représentée nationalement par M. Monge, président d'honneur, et J. Cardonnel, président du comité de Montpellier.

Egalement en collaboration entre la municipalité et les AAFC, s'est tenue une passionnante conférence publique qui a rassemblé plus de 600 personnes, animée par Han Suyin : « Cheng Du, une ville de 4 000 ans... »

Durant 10 jours, la délégation chinoise a visité notre ville, ses universités, l'école supérieure d'agriculture, mais aussi plusieurs entreprises importantes de la région et assisté à une table ronde organisée par la Chambre de commerce de Montpellier.

## MAROC

# 1000 MORTS, 4000 BLESSÉS, 7000 EMPRISONNÉS COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Pas une photo, et quinze jours à peine après le massacre de la police et de l'armée contre le peuple marocain, la chape de plomb des médias est déjà retombée. Le pourquoi, le comment, ce n'est pas la télévision qui vous le dira. Point final sur le Maroc, le speaker à trop à faire avec le reportage sur le temps : un record de froid, ça mérite bien dix minutes d'actualité...

Alors justement, « lever le voile sur la désinformation et l'intoxication » à propos du Maroc, c'est ce que les responsables de l'Association des Marocains en France (AMF) ont fait au cours d'une conférence de presse.

Près de 1.000 morts, 7.000 arrestations, 4.000 blessés : chiffres terribles confirmés par plusieurs organisations de l'opposition.

Quant au nombre de quelques dizaines de morts que « concède » le gouverne-

ment marocain, il ne tient évidemment pas compte des centaines de blessés arrêtés, entassés dans les prisons et laissés sans soin jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Qu'il ait fallu parquer des milliers de personnes arrêtées

au « Palais de la Foire » de Casablanca, dans un pays où « pourtant, les prisons ne sont pas rares », est aussi un indice significatif de l'ampleur de la répression.

Mais le mensonge le plus gros, c'est lorsqu'un officiel marocain à l'audace d'affirmer sans sourciller que ni l'armée ni la police n'ont tiré. Bref, les gens se sont entretués au couteau ! Alors que tous les témoignages, en particulier ceux de la grande presse recueillis auprès du personnel médical dans les hôpitaux, font état de nombreux morts par balles. Et d'ailleurs si le gouvernement marocain dit la vérité, pourquoi a-t-il interdit toutes les photos et les films tournés sur place ?

## POURQUOI ?

Répression inégalée depuis 1956, année de l'indépendance du Maroc, mais aussi mouvement populaire dépassant par son ampleur les grands moments de l'histoire du peuple marocain : comment en est-on arrivé là ?

« L'économie marocaine est complètement détruite au profit du capital étranger. La crise s'aggrave, les caisses de l'Etat vidées, le pouvoir cherche par les récentes mesures de hausse des prix à rançonner les masses populaires déjà englues dans une situation dramatique... Ajoutons que la domination de l'impérialisme occidental est directement impliquée dans cette hausse de prix, puisque c'est la Banque mondiale qui avait fait un prêt au Maroc et qui avait exigé en contrepartie une politique de « vérité des prix ».

« Sur le plan politique et en matière de libertés démocratiques se creusaient davantage de failles logiques entre les allégations « démocratiques » du pouvoir (...) et la réalité de l'oppression quotidienne contre les forces démocratiques et les luttes des masses populaires... »

En effet, s'il est vrai que le gouvernement marocain avait libéré l'année dernière quelques dizaines de prisonniers politiques, il est tout aussi vrai que, avant les nouvelles arrestations qui viennent d'avoir lieu, il y avait encore 160 détenus politiques dans les prisons marocaines, sans compter plusieurs centaines de Sahraouis et de militaires impliqués dans deux tentatives de coups d'Etat et dont on est sans nouvelles depuis des années : disparus !

Questionnée sur la signification de « l'ouverture démocratique » lancée l'an dernier par les autorités, Christine Jouvin, représentant le Comité de lutte contre la répression au Maroc à la conférence de l'AMF, expliquait que la période antérieure de répression sanglante était « trop voyante » : les grands

procès de Casablanca en 73 et 77 condamnant plusieurs centaines de personnes à des peines très lourdes, de 10 ans à perpétuité, avaient discrédité le régime sur le plan international. De plus, la lenteur de la procédure permettait à des avocats étrangers de renom ou à des personnalités démocrates de venir assister aux procès. La phase d'« ouverture démocratique », elle, a mis fin à ce genre de procès. Les arrestations n'ont pas diminué, mais les inculpés passaient en flagrant délit devant des tribunaux de première instance, dans des petites villes. Personne n'était même au courant et en 48 heures, ils étaient jugés avant qu'un observateur international n'ait eu le temps d'arriver.

## LES BALLES DE L'ARMÉE

Troisième élément d'explication des « émeutes de la misère et de la colère » : « l'enseignement est mis sous l'égide de l'obscurantisme et de la sélection draconienne ». Il faut savoir qu'au Maroc, seulement 70% des enfants sont scolarisés dans le primaire, malgré les promesses sur l'éducation « gratuite et obligatoire pour tous ». Les enfants de familles riches sont envoyés à l'étranger, dans le privé ou dans les établissements de la mission culturelle française. Pour les autres, la majorité, il reste l'école publique, parente pauvre, volontairement délaissée par un gouvernement de nantis. Or le 15 juin, les familles marocaines apprennent que cette année, le pourcentage d'échec au bac atteignait un niveau record : 85% ! Pour les jeunes et leurs familles, c'était la preuve du sabotage systématique de l'enseignement public.

Enfin, pour les paysans, l'hiver a été plus dure encore que d'habitude (cf encadré) en raison de la sécheresse. Comme l'indique le Comité de lutte contre la répression au Maroc, « Les paysans pauvres n'ont pu faire face au prix du fourrage, ils ont vendu leur bétail ou l'ont abandonné après lui avoir bien souvent sacrifié leurs récoltes ; l'exode rural s'est accéléré ».

Domination impérialiste, vie chère, répression, dégradation de l'enseignement, exode rural, sans oublier la guerre contre le peuple sahraoui qui, même si elle a fait jusqu'ici la quasi unanimité du peuple derrière Hassan II, ne contribue pas peu à appauvrir les masses et à vider les caisses de l'Etat : telle est la situation misérable du peuple marocain, telles sont les raisons de la colère. Une colère qui ira grandissant puisque la seule réponse d'Hassan II aux revendications populaires a été l'armée, la police et leurs balles meurtrières.

Claude LIRIA

## Les travailleurs marocains manifestent à Paris



Plusieurs milliers de travailleurs et étudiants marocains ont répondu à l'appel de l'Association des Marocains en France pour manifester, samedi 27 juin, leur soutien à leurs compatriotes en lutte dans leur pays. Diverses associations françaises, dont notre parti, s'étaient associées à cette manifestation. Outre les slogans contre le régime d'Hassan II et contre la domination de l'impérialisme occidental, les manifestants réclamaient la dissolution des amicales marocaines, antennes policières organisées par l'ambassade pour surveiller les émigrés.

« Quel avenir pour le Cambodge » : tel fut le thème du colloque organisé par le Mouvement Solidarité Cambodge il y a quelques mois à Paris.

Aujourd'hui, une brochure contenant quelques-uns des exposés est en vente.

Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs de se procurer cet ouvrage qui apporte beaucoup d'éléments de connaissance et d'analyse jusqu'ici mal éclairés.

L'agression vietnamienne au regard du droit international, les rapports entretenus dans le passé entre le Vietnam et le Cambodge, une réflexion sur la politique des dirigeants cambodgiens de 1975 à 1978, la situation militaire et politique aujourd'hui, l'aide humanitaire confrontée à l'accusation du « génocide khmer rouge », la lutte patriotique au Laos voisin, un message de solidarité d'une organisation vietnamienne : voilà l'essentiel des documents de cette brochure, présentés au colloque par E. Jouve, Kostas Mavrakis, J.P. Leroux, G. Afanassief, L. Dumas, J. Cardonnel. 100 pages - 20,00 francs (port compris). Passez commande au Mouvement Solidarité Cambodge. BP 22 - 94800 Villejuif.

## QUAND LES PAYSANS COMMENCENT À SE RÉVOLTER

Dans les campagnes, le processus de concentration des terres aux mains de la grande bourgeoisie s'est accentué depuis dix ans.

D'un côté, la « marocanisation des terres », c'est-à-dire le passage des terres des ex-colons français aux mains de grands propriétaires marocains, a entraîné la création d'un secteur « moderne » de l'agriculture. On y trouve 400 propriétés de plus de 500 hectares où sont cultivées les cultures d'exportation. Elles bénéficient de gros moyens techniques et des subventions de l'Etat. Les ouvriers agricoles qui y travaillent sont d'anciens paysans pauvres dépossédés de leur terre.

De l'autre, on trouve encore un secteur traditionnel constitué de toutes petites parcelles, les plus mauvaises terres où sont cultivées les cultures vivrières et où paissent de maigres troupeaux. Au mois de mars, le roi Hassan II a condamné au nom du « progrès » les petites exploitations de moins de 5 hectares, qui représentent plus de la moitié du nombre des exploitations. Et la sécheresse de cet hiver est l'occasion pour le pouvoir de déposséder les paysans pauvres, hâtant ainsi le processus de concentration des terres et aggravant l'exode rural.

Dans les villes, les paysans affluent. A Casablanca où l'implantation de baraques nouvelles est interdite à l'intérieur du périmètre urbain, les autorités font la chasse aux nouveaux arrivants. En avril, un centre de contrôle a été ouvert où beaucoup de paysans en exode sont parqués dans des conditions lamentables. La solution de l'émigration vers les pays d'Europe qui a fonctionné pendant des années comme soupape de sécurité est maintenant exclue en raison du blocage de l'émigration décidé par les gouvernements occidentaux.

Dans ces conditions, les paysans chassés de toutes parts sont de plus en plus révoltés. Leur colère, jointe à celle des citadins et de la jeunesse urbaine, est une menace grandissante pour le pouvoir. Le temps où la campagne marocaine constituait un point d'appui pour le régime touche à sa fin. C'est pourquoi, la répression est le dernier atout du pouvoir.

Déjà l'an dernier, treize paysans de la région de Beni Meïlal ont été condamnés à des peines de prison. Des centaines de militants de l'Union socialiste des forces populaires ont été interpellés ou arrêtés ces derniers mois dans les régions rurales.

(d'après des informations du C. L. R. M.)

## IRAN

# Une destitution qui fait l'affaire des superpuissances

Depuis la destitution du président iranien, Bani Sadr, par le Parti républicain islamique au pouvoir (le PRI), la terreur règne en Iran contre tous ceux qui soutenaient le président. Trois ans après le renversement du Shah, ce qu'il faut bien appeler « un coup d'Etat » contre le président, élu à une écrasante majorité par le peuple iranien, s'accompagne sur le plan intérieur d'une répression sanglante antipopulaire visant aussi bien les Moudjahadines du peuple, organisation « islamo-marxiste », que les organisations marxistes-léninistes qui soutenaient l'action de Bani Sadr.

Sur le plan international, l'éviction du président mar-

Comment expliquez-vous la destitution du président Bani Sadr par le PRI au pouvoir?

Le problème central, c'est celui de l'Etat.

En Iran, pour le peuple, l'Etat c'est celui du colonisateur. Pas seulement des Anglais, mais aussi des tribus d'Asie centrale qui ont déferlé depuis treize siècles. C'est l'Etat du pillage. Pour le peuple, l'Etat, ça sert à piller. Alors personne n'a confiance dans l'Etat, et quand vous arrivez à l'Etat, vous n'avez plus qu'un objet, c'est celui de piller. Et c'est exactement ce qui est arrivé au PRI. Les intentions étaient peut-être très bonnes au départ : justice, absence de domination et d'exploitation, etc... Mais en l'espace de deux ans, c'est devenu le pillage, un pillage qui n'a rien à envier à celui du Shah. Il suffit d'avoir un petit pouvoir, et on pille.

Et systématiquement, le PRI a accusé Bani Sadr de toutes les bassesses dans lesquelles lui se vautrait.

Et cette corruption, le peuple en a conscience?

Mais bien sûr ! Les gens le voient bien. J'ai discuté avec une vieille femme, elle me racontait qu'elle avait dit à un pasdaran (gardien de la révolution) : « Mais pourquoi tu maquilles la plaque de cette voiture ? Tout le monde sait que tu l'as volée ! ». Ce n'est qu'un petit exemple, mais tout le monde sait que les grands dignitaires, les grands Ayatollahs pillent, envoient de l'argent à l'étranger. Même le fils de Khomeiny a envoyé de l'argent à l'étranger. Il avait peut-être de bons motifs, lui. Mais enfin...

Nabavi qui sera sans doute l'homme fort de demain en Iran, a touché de l'argent d'une chaîne de télévision américaine pour lui donner l'exclusivité sur l'affaire des otages.

En liquidant les avoirs iraniens à l'étranger lors des négociations d'Alger, ça serait étonnant s'il n'avait pas touché de l'argent. Il s'est passé des choses extraordinaires à Alger, au moment de la libération des otages.

L'Iran avait 22 milliards de dollars d'avoirs. Et ces 22 milliards se réduisent aujourd'hui à deux milliards et demi. Qu'est-ce qui s'est passé ?

On a remboursé des dettes qu'on n'avait pas à rembourser. On a remboursé des emprunts à 7% alors que l'argent vaut 22% sur le marché mondial, on a versé 2 milliards à Talbot-Angleterre, alors qu'on était en guerre et que le problème n'était pas d'avoir des pièces détachées de voitures, mais de maintenir l'Iran, et en tout cas de reconstruire une industrie autrement que dans la dépendance de Talbot. On a donné 2 milliards de dollars à Volkswagen. Mais pourquoi ?

Le PRI contrôle une grande partie de l'économie au travers des fondations, il contrôle l'argent du pétrole. Mais comment cet argent est distribué ? Il n'y a pas de comptabilité. Tout ça se fait de la main à la main sur des petits bouts de papier. C'est le pillage, et les gens le savent.

Et Bani Sadr ?

Bani Sadr, lui, non. Il n'a jamais pillé.

A votre avis qui est à l'origine de l'attentat au siège du PRI, qui a fait une soixantaine de morts ?

C'est un règlement interne. Après avoir éliminé tout le monde à l'extérieur du PRI, on assiste au même phénomène à l'intérieur. Cette fois, on a éliminé Behechti et quelques autres. Comment voulez-vous que ce soit autre chose qu'un règlement interne ? Une dictature collective, ça ne peut pas marcher. La question que je me posais, c'est comment ils allaient arriver à la dictature d'un individu. Ils m'ont donné la solution avec cet attentat.

Ils n'avaient pas le temps, ils sont pris à la gorge, ils n'ont plus d'argent, ils sont obligés de s'entendre avec les Etats-Unis très rapidement. Je me disais donc : comment vont-ils faire ? Bon, hé bien, on a liquidé soixante personnes. Il y en a quelques-uns qui ont échappé à l'attentat, on ne va pas les loper dans les prochains jours. Ça va continuer.

Et ça serait quelle tendance au sein du PRI ?

Les aspirants à la dictature, il y en a plusieurs.

Behechti était l'un deux, il a été éliminé.

Ensuite, il y a les civils au pouvoir. Des hommes comme Ayat, Nabavi. Ayat était le penseur du coup d'Etat

que également la fin d'une entreprise de construction d'une économie indépendante de l'impérialisme, et un rapprochement avec l'une ou l'autre des deux superpuissances, URSS ou USA.

Voici à ce sujet les réflexions que nous livre Paul Vieille, spécialiste de l'Iran et directeur de la revue « Peuples méditerranéens ».

Dans notre prochaine édition, nous donnerons la parole à une organisation marxiste-léniniste iranienne.

Claude LIRIA



Bani Sadr

depuis un an. Tout ce qui s'est passé depuis un an, il l'avait dit.

Nabavi, c'est l'homme fort du gouvernement Radjavi, l'actuel premier ministre.

Et puis, il y a des troisièmes personnages qui sont peut-être les Pasdarans.

Quelles sont les grandes options politiques, sociales, etc... du PRI ?

Le PRI voulait accaparer le pouvoir. Et pour cela, il s'est appuyé sur l'idéologie islamique. Mais, aussi bien chez Khomeiny que chez le clergé qui est au PRI, il y a une conception de l'Islam qui est moralement et idéologiquement retardataire. C'est-à-dire que sur le plan politique ou économique et social ou sur le plan moral, ces gens-là ne comprennent pas ce qui s'était passé en Iran.

Alors que le consensus fait partie de l'Islam, eux ont voulu imposer un Islam qui n'a pas le consensus : sur le problème moral, sur le problème des relations hommes et femmes, ils ont voulu imposer quelque chose qui ne jouit absolument plus d'un consensus dans la population.

Sur le plan économique et social, qu'est-ce que réclament les paysans ? Ils réclament la terre. Bien sûr il y a des mollahs qui étaient pour la distribution de la terre. Mais le haut clergé, lui,

était contre ; à part quelques ayatollahs comme Taleghani, très progressiste, et qu'on avait surnommé « l'ayatollah rouge ». Sa mort a été très douloureusement ressentie par le peuple. Si bien que sur le plan social, et notamment le problème de la propriété, il n'y a pas eu de réponse à l'attente des gens.

De même dans les entreprises. Hormis les conseils d'entreprises dont il ne faut pas exagérer l'ampleur et qui se sont effondrés car ils étaient implantés de l'extérieur, que voulaient les ouvriers ? Ils voulaient le contrôle de l'embauche et de la débauche ; c'est là-dessus qu'ils ont résisté. Mais là-aussi, le PRI a tout fait pour faire refluer cette revendication des travailleurs.

Et à partir du moment où il refusait d'utiliser les énergies populaires, il devenait nécessairement un parti de pouvoir qui utilisait la violence. Aujourd'hui, c'est la stratégie de la terreur.

A contrario, quelles étaient les grandes orientations de Bani Sadr sur le plan économique et social et sur le plan international ?

L'optique de Bani Sadr était toute différente. C'était : on ne peut s'opposer à l'impérialisme, à l'étranger qu'en se fondant sur le peuple. Ce qui signifie qu'on ne peut lutter con-



tre l'étranger qu'avec la liberté à l'intérieur du pays. La dépendance à l'égard de l'étranger et la violence à l'intérieur sont liées, et inversement l'indépendance et la liberté sont liées. Or cette notion d'autonomie, de liberté, d'innovation, le PRI n'en voulait pas.

Bani Sadr l'a fait naître dans l'armée : moi je l'ai vu il y a un mois et demi, c'est extraordinaire.

C'est une armée qui conservait l'équipement américain, certains agents techniques, une certaine organisation, la façon traditionnelle de penser des officiers, l'allure même de certains officiers. Et puis en même temps, une « iranisation » très profonde de cette armée. On dialogue très facilement entre les officiers supérieurs et les soldats : les soldats sont inventifs ; il y a des corps lourds, des corps de guérilla. On économise les munitions, etc...

Et c'est ça qu'on appelait le « libéralisme » de Bani Sadr. Ça veut dire qu'il était pour la liberté à l'intérieur. Et cette liberté, ça veut dire l'indépendance de l'Iran. Parce qu'il ne peut y avoir de construction de l'Iran sans que l'ensemble des Iraniens aujourd'hui s'unissent pour recréer une économie iranienne.

Alors il y a deux solutions. Ou bien, c'est ce qu'a choisi le PRI, on recommande à exporter du pétrole. On va exporter pour 35 milliards de dollars de pétrole. Moyennant quoi on va acheter du blé, etc...

Ou bien, c'est la solution préconisée par Bani Sadr : on reconstruit tout à partir de rien. Manifestement Bani Sadr n'a pas réussi. Mais est-ce que la solution du pétrole va durer ?

Du point de vue pétrolier, l'Iran ne représente plus aujourd'hui un grand intérêt pour les firmes multinationales. Ça reste une pièce stratégique dans la rivalité entre les Russes et les Américains. L'essentiel pour les USA, c'est que les Soviétiques ne mettent pas le pied en Iran : c'est un problème militaire.

Mais ce sont les Iraniens aujourd'hui qui sont demandeurs auprès de l'impérialisme, auprès de l'Occident. C'est le gouvernement iranien qui va aller quémander à Washington la bonté de l'impérialisme de lui acheter un peu de pétrole. Si bien qu'aujourd'hui, ce ne sont pas les Soviétiques

qui représentent un danger pour l'Iran, c'est encore l'impérialisme américain.

Vous avez l'air d'exclure un rapprochement de l'Iran avec l'URSS après l'éviction de Bani Sadr. Pourquoi ?

Ce coup d'Etat contre Bani Sadr, quelle est l'une de ses fonctions ? C'est justement de cacher ces accords qu'on va passer avec les Etats-Unis. On est pris à la gorge, on est obligé d'exporter 35 milliards de dollars de pétrole par an. Ça en fait des barils ! Et pendant deux ans, on a gueulé contre les Etats-Unis. Il ne faut surtout pas qu'il y ait des gens qui puissent dire quelque chose à ce sujet. Et au moment de l'interdiction du journal de Bani Sadr, justement il dénonçait les accords d'Alger. Dans le dernier journal, il disait qu'à côté de l'accord que nous connaissons, il y a deux autres accords secrets. C'était gênant pour le PRI, donc il fallait le supprimer.

L'une des raisons du coup d'Etat, c'est justement de cacher le fait qu'il faut s'entendre avec les Etats-Unis : personne ne peut acheter ce pétrole iranien.

L'URSS, ça ne l'intéresse pas ?

Non. Ils en ont. Ou bien alors, ils vont l'acheter à un prix dérisoire, bien contents si l'Iran leur vendait un peu de gaz.

Mais il est intéressant de savoir que des organisations de gauche qui soutiennent le PRI, comme le Toudeh (parti prosoviétique, NDLR) disent : « Oh, après tout, la dépendance, des fois c'est nécessaire ».

Mais pour le Toudeh, ça serait la dépendance à l'égard de qui ?

Oui, c'est vrai, pour le Toudeh ça serait à l'égard de l'URSS. Mais à partir du moment où ça serait à l'égard de l'URSS, pourquoi pas aussi de l'autre côté ? Si on donne d'un côté, on peut aussi donner de l'autre. Si on justifie la dépendance à l'égard d'un côté, il n'y a pas de raison qu'on ne justifie pas l'autre.

En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'on ne peut pas trouver l'argent dont l'Iran a besoin ailleurs que dans les poches de l'Occident. L'URSS est incapable de livrer du blé, elle-même en manque.

# Ces lois racistes qu'il faut abroger d'urgence

L'Assemblée nationale nouvellement élue a du pain sur la planche, ne serait-ce que pour réparer les outrages qu'avaient commis le gouvernement Giscard-Barre à l'encontre des droits démocratiques. Pour reprendre une formule, particulièrement usitée aujourd'hui, disons que le gouvernement Giscard-Barre s'était donné les moyens de sa politique. Rappelons les faits :

La France avait, en son temps, organisé un courant d'immigration pour gonfler ses forces vives ; c'est ainsi que des millions de travailleurs après avoir subi le joug du colonialisme dans leur pays, ont connu le statut d'immigrés dans le nôtre. Que représentaient ces millions d'hommes et leurs familles pour le patronat et pour le gouvernement ? Une main-d'œuvre bon marché, sans droit. La crise, les restructurations qu'opèrent les capitalistes pour réorienter leur production, maintenir, voir grossir leurs profits, ont considérablement diminué les besoins en main-d'œuvre, le gouvernement mettait alors en route le second volet de sa politique : « Mohamed prends ta valise, tu voles le pain des Français. »

La législation en faveur du racisme et de la négation des droits des immigrés est compliquée à l'envi, de plus elle est constituée de multiples facettes, les unes s'enracinant, se mêlant aux autres, un piège entraînant une autre trappe, débouchant finalement sur l'expulsion. Voici les grandes lignes des principales lois racistes.

## REGROUPEMENT FAMILIAL IMPOSSIBLE

Pour fortifier les immigrés sur le fait que leur établissement en France n'est que provisoire, pour les exclure de toute possibilité d'insertion sociale, quel autre bon moyen que de court-circuiter l'immigration et le regroupement familial ?

Après quelques rebondissements, le regroupement familial n'est plus impossible. En effet, une circulaire a bloqué de juillet 74 à juillet 75, l'entrée des familles en France. En avril 76 un décret réaffirme le droit à l'immigration, mais limite, en fait, à l'extrême, sa pratique. L'immigré qui désire faire venir sa famille doit correspondre aux critères et remplir les garanties suivantes :

- Il doit pouvoir justifier d'un logement suffisamment grand pour accueillir sa famille.

- Il doit être stable, dans son emploi, dans ses ressources.

- Le pourcentage d'étrangers dans la commune où il réside ne doit pas être trop important, de même, la situation du logement ne doit pas y être trop mauvaise.

- Il ne doit pas présenter une menace pour l'ordre public.

En fait, le regroupement familial n'est guère possible, comment obtenir un grand logement HLM lorsqu'on est « célibataire », comment avoir un emploi stable, lorsqu'il y a 1 800 000 chômeurs ?

## LOI BONNET ET EXPULSIONS

La loi Bonnet du 10 janvier 1980 a modifié l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des travailleurs immigrés en France.

A l'impératif de posséder un passeport ou une carte d'identité, la loi Bonnet oblige le travailleur immigré à posséder des garanties de rapatriement et une autorisation de travail.

Ceux qui ne remplissent pas ces conditions, font l'objet d'un internement administratif et pendant cette période, ils ne sont ni autorisés à entrer en France ni à quitter la France.

Avant la loi Bonnet, tout immigré qui présentait des papiers

Le fondement de cette politique raciste est économique, mais la dimension politique n'est pas négligeable. En quadrillant la population immigrée, menacée constamment d'être mise dans l'illégalité par le non-renouvellement des papiers par exemple, le gouvernement a tenté d'étouffer dans l'œuf toute opposition organisée des immigrés à la politique gouvernementale.

Nous militons pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, pour la libre circulation des hommes, pour le droit d'association, pour le droit à l'emploi sans discrimination raciale, pour le droit de vote et l'éligibilité, mais ceci est le deuxième point d'une action ; avant toute chose et urgemment toutes les lois, décrets, et circulaires anti-immigrés doivent être abrogés par la nouvelle Assemblée nationale. Gaston Defferre a pris des mesures de suspension des expulsions, mais sachons que toutes les administrations et autres préfectures fonctionnent encore avec le redoutable arsenal de ces lois racistes.

Nathalie VILLOTIERS



altérés, ou à qui on refusait de renouveler ses papiers, présentait une menace pour l'ordre public et à ce titre pouvait être refoulé. La loi Bonnet a aggravé la sanction, c'est l'expulsion, c'est l'interdiction de revenir en France avant cinq ans et même plus jamais.

## CIRCULAIRE STOLÉRU DÉBOUCHANT SUR L'EXPULSION

Le séjour et le travail des immigrés en France est réglementé par la circulaire Stoléru du 10 juin 1980.

Son explication se résume en deux mots, ses incidences peuvent aller jusqu'à l'expulsion de la quasi totalité des travailleurs immigrés.

L'administration a le pouvoir de refuser le renouvellement de ses papiers à un travailleur immigré, qui travaille dans une branche professionnelle où la situation de l'emploi est mauvaise.

Cette circulaire se limite au non-renouvellement des papiers, mais on sait que la loi Bonnet sanctionne d'expulsion tout immigré sans papier.

## DÉCRET IMBERT ET BONNET ET ETUDIANTS ÉTRANGERS

Les décrets Imbert et Bonnet réglementent, eux, le séjour des étudiants étrangers.

Dès leur arrivée en France, ils doivent fournir une attestation de préinscription en faculté, et une attestation bancaire au moins égale aux bourses délivrées par le gouvernement français.

S'ils ne peuvent plus justifier de ces ressources, s'ils échouent ou se réorientent, s'ils n'obtiennent pas leur DEUG (Premier diplôme universitaire en trois ans), leur visa n'est pas renouvelé, et dès l'obtention de leur diplôme, ils doivent regagner leur pays d'origine.

## CIRCULAIRE BONNET ET REFOULEMENT DES TOURISTES

Enfin, une deuxième circulaire de Bonnet permet de refouler n'importe quel (n'importe quel ?) touriste étranger.

En fait cette circulaire n'en est pas une, authentiquement, il s'agit plutôt de recommandations à la police des frontières, de suspecter tout touriste étranger d'être, soit un étudiant, soit un travailleur clandestin, bien qu'il soit parfaitement en règle pour effectuer un séjour touristique de trois mois en France.